



SERVICES AMÉNAGEMENT IMMOBILIER

**SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE
MIXTE
et SOCIÉTÉS PUBLIQUES
LOCALES D'AMÉNAGEMENT**
de la VILLE DE PARIS

Exercice **2010**

SOMMAIRE

IMMOBILIER

4-13

- 4 Société de gérance d'immeubles municipaux (SGIM)
- 6 Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP)
- 8 Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP)
- 10 Société anonyme d'économie mixte immobilière inter-départementale de la région parisienne (SEMIDEP)
- 12 Société de requalification des quartiers anciens (SOREQA)

AMÉNAGEMENT

14-25

- 14 Société d'économie mixte Paris Seine (SEMPARISEINE)
- 16 Société d'économie mixte d'aménagement de l'est de Paris (SEMAEST)
- 18 Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (SEMAPA)
- 20 Société d'économie mixte d'aménagement de la Ville de Paris (SEMAVIP)
- 22 Paris Batignolles Aménagement

SERVICES

24-39

- 24 Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement de la Ville de Paris (SAEMES)
- 26 Société anonyme d'économie mixte locale des pompes funèbres de la Ville de Paris (SAEMPF)
- 28 Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) Parisienne de Photographie
- 30 Société d'exploitation de la tour Eiffel (SETE)
- 32 Société anonyme d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy (SAEPOPB)
- 34 SOGARIS
- 36 Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU)
- 38 Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS)

- 40 Tableau des chiffres significatifs en 2010

ÉDITOS

Les Sociétés d'économie mixte et les Sociétés publiques locales sont des acteurs essentiels pour le développement et le rayonnement de Paris. Elles allient savoir-faire opérationnel et performance économique au service de l'intérêt général, des Parisiennes et des Parisiens. A l'origine d'innovations et de nouveaux partenariats, elles constituent en effet un outil très précieux pour mettre en œuvre les actions prioritaires de la municipalité : la production de logements sociaux, l'aménagement de la ville et l'amélioration du cadre de vie, le dynamisme économique, l'engagement en faveur de l'environnement ou des services publics.



Malgré un contexte difficile, leurs bilans d'activités présentés dans cette brochure, reflètent cette année encore, le maintien d'une activité très soutenue dans tous les secteurs. En particulier la production de logements sociaux, pour laquelle les SEM sont très fortement mobilisées.

L'année 2010 voit aussi la mise en œuvre des grands projets se poursuivre grâce à ces sociétés, avec notamment le démarrage des travaux des Halles ou la création d'un opérateur dédié au projet d'aménagement de Clichy Batignolles.

A toutes celles et ceux qui travaillent dans ces sociétés, et qui s'investissent jour après jour au service de la Ville et de ses habitants, j'exprime, au nom de Paris, ma gratitude et ma confiance.

Bertrand Delanoë, Maire de Paris

Les SEM et les SPL sont un levier essentiel de l'action municipale. La Ville de Paris est leur actionnaire majoritaire ou exclusif, ce qui permet d'allier performance économique et intérêt public dans les actions et les projets qu'elles mènent pour la collectivité parisienne.



Sans rien perdre de leur efficacité de gestion et de leur solidité financière, les SEM et SPL ont eu, cette année encore, une activité très soutenue dans tous les secteurs qui les concernent : le logement social, l'aménagement urbain et les services publics. Ainsi, ces dix-huit sociétés, qui emploient près de 3 600 salariés, ont généré en 2010 un chiffre d'affaires global de 1,7 milliard d'euros.

Par ailleurs, la Ville de Paris a continué de les accompagner dans leurs processus de développement, en cohérence avec ses actions prioritaires et en recherchant les meilleures conditions de mise en œuvre de ses projets.

L'année 2010 a été notamment marquée par la création de deux sociétés publiques locales d'aménagement : l'une dédiée au grand projet d'aménagement de Clichy Batignolles et l'autre consacrée au traitement de l'habitat dégradé, en partenariat avec la communauté d'agglomération de Plaine Commune.

Vous trouverez dans cette brochure tous les éléments utiles à la bonne compréhension des missions et des réalisations de nos SEM et SPL. Leur activité et leurs réalisations démontrent chaque jour leur dynamisme et leur apport à l'action de la collectivité parisienne, et je m'en félicite.

**Bernard Gaudillère, Adjoint au Maire de Paris
Chargé du budget, des finances et du suivi des SEM**

HISTORIQUE

Adresse :
58 quai de Jemmapes
75010 PARIS
Tél. : 01 44 53 26 50

Site : www.sgim-paris.fr

Date de création :
1931

Capital : 864 042 €

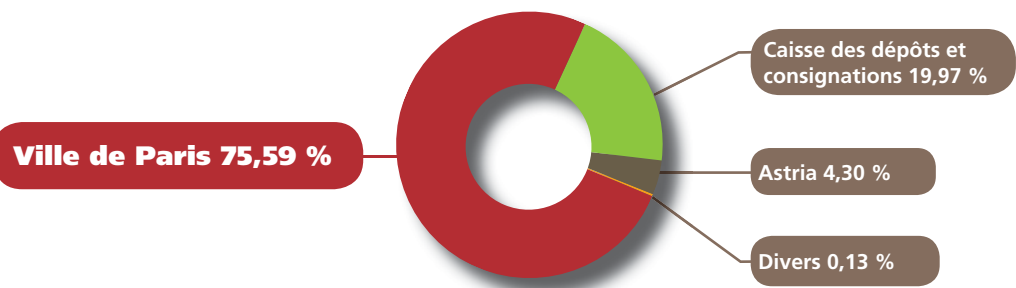
Président :
Jean-Yves Mano

Directeur général :
Olivier Leblanc

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
Construction, gestion et entre-
tien d'immeubles

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	85 922	75 226	Ressources propres et quasi-fonds propres	212 822	196 679
Immobilisations corporelles	582 769	563 411	Ressources d'emprunts	504 833	479 796
Immobilisations financières	676	608	Total des capitaux permanents	717 655	676 475
Total actif immobilisé net	669 367	639 245	Dettes d'exploitation et divers	26 160	13 966
Stocks nets	0	0	Autres dettes	30 314	41 953
Actifs d'exploitation et actifs divers	38 988	39 577	Total des dettes d'exploitation et à court terme	56 474	55 919
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	68 276	55 538	Produits constatés d'avance	4 143	4 284
Total actif circulant net	107 264	95 115	Total passif	778 272	736 678
Charges à répartir	1 641	2 318			
Total actif	778 272	736 678			

La structure financière de la SGIM est satisfaisante. Les hausses significatives des postes principaux du bilan (immobilisations corporelles et capitaux permanents) témoignent de la forte activité de production de logements sociaux de la société.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	126 294	116 307	Charges d'exploitation	107 295	90 904
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	0	Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	0
Produits financiers	674	1 464	Charges financières	12 703	17 859
Produits exceptionnels	409	524	Charges exceptionnelles	191	2 606
			Participation des salariés	209	197
			Impôt sur les bénéfices	2 394	2 402
			Résultat de l'exercice	4 585	4 329

L'exercice 2010 se caractérise par un résultat net stable (4,3 M€ en 2009, 4,6 M€ en 2010) et une poursuite de l'effort important d'entretien du patrimoine, notamment en matière de travaux de gros entretien, soit 4,6 M€.

Activité

La SGIM assure une activité de construction et de gestion d'immeubles en tant que bailleur social. La SGIM intervient également dans le cadre de mandats de maîtrise d'ouvrage.

1931 La SGIM est créée dans le cadre des décrets-lois Poincaré de 1926 qui autorisaient la participation minoritaire des communes aux sociétés commerciales ayant pour vocation la construction de logements sociaux. La SGIM a été constituée dans le but d'assurer l'exécution d'une convention avec la Ville de Paris dont l'objet était la construction et la gestion d'immeubles.

1986 Prolongation jusqu'en 2006 de la convention d'origine de 1931.

1992 Signature avec la Ville de Paris d'une convention-cadre pour la construction et la gestion de nouveaux programmes de logements locatifs.

2002 Modification des statuts conformément à la loi NRE du 15 mai 2001 et à celle du 2 janvier 2002 tendant à la modernisation des SEM locales. Choix d'une dissociation des fonctions de président de conseil d'administration et de directeur général.

2006 Échéance de la convention de 1931 et poursuite de la gestion dans le cadre d'un bail emphytéotique avec la Ville. Prise de participation majoritaire de la Ville de Paris dans le capital social de la société.

2007 1^{er} exercice complet dans le cadre de la nouvelle gouvernance de la société.

2008 Préparation du transfert de l'activité de gestion locative et de construction de logements de la SemPariSeine, portant sur un total de 1 917 logements. Résiliation par anticipation des conventions de gestion conclues avec la Ville de Paris et l'AP-HP.

2009 Du fait de la résiliation des conventions de gestion d'immeubles pour le compte de la Ville et de l'AP-HP, l'exploitation des logements est désormais sous la seule responsabilité de la SGIM qui en assume les risques.

2010 CHIFFRE D'AFFAIRES **103,7 M€** TOTAL DU BILAN **778,3 M€** NOMBRE DE LOGEMENTS **12 620** EFFECTIF **253** salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La SGIM continue de se mobiliser pour poursuivre son développement et contribuer ainsi à la production d'une offre locative sociale nouvelle à Paris. Ainsi en 2010 la société, tout en poursuivant une politique très active d'entretien de son patrimoine mettait en chantier 220 logements, 140 logements étaient livrés (124 en 2009) et 320 logements financés. En 2011, le rythme de production devrait s'accélérer avec la livraison de 270 logements.

Toutes ces opérations sont dans la mesure du possible, conformes au Plan Climat de la Ville de Paris et aux règles d'accessibilité liées au handicap et au vieillissement. De plus, plusieurs réalisations de la SGIM ont fait l'objet de rédactionnels de la presse spécialisée, en raison de leur caractère innovant dans les domaines de l'architecture et/ou du développement durable. Enfin, la SGIM a engagé en 2010 une importante opération de renouvellement urbain sur un groupe d'immeubles du 13^e arrondissement de Paris qui devrait durer une dizaine d'année et le projet de réhabilitation de deux immeubles situés dans le 20^e arrondissement est entré dans sa phase opérationnelle.

Par ailleurs, deux antennes de gestion parmi les six créées en janvier 2009 sont déplacées vers des sites à proximité du parc géré : l'antenne Centre depuis septembre 2009 et l'antenne du 13^e arrondissement depuis mai 2010. L'antenne Sud et l'antenne Ouest le seront en 2011.



76 rue de Charonne Paris 11^e
(9 logements sociaux Plan Climat).

Adresse :
4 place Saint Thomas-d'Aquin,
75341 Paris- Cedex 07
Tél. : 01 77 75 11 00

Site : www.rivp.fr

Date de création :
1923

Capital : 33 784 400 €

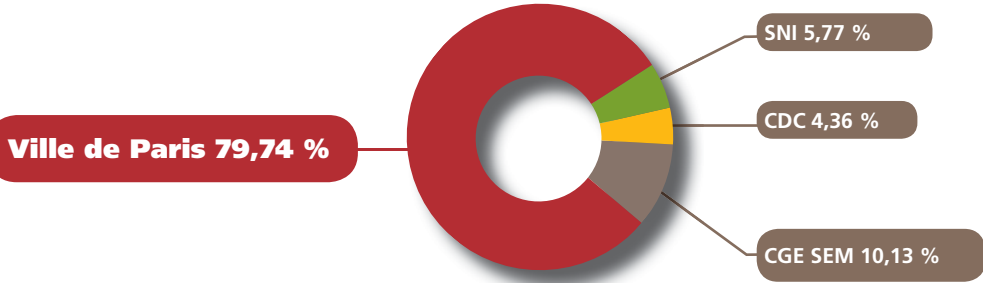
Président :
Pierre Aidenbaum

Directeur général :
Serge Contat

Statut :
Société anonyme d'économie
mixte locale

Objet social :
Construction, gestion et
entretien d'immeubles, aména-
gement de zones d'habitation
et de rénovation de secteurs
urbains, réalisation de toutes
opérations commerciales,
industrielles, financières, mobi-
lières et immobilières se ratta-
chant à l'objet social ou toutes
exploitations pour des tiers

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	378 027	376 935	Ressources propres et quasi-fonds propres	1 188 177	933 815
Immobilisations corporelles	3 262 731	3 131 899	Ressources d'emprunts	2 842 699	2 757 030
Immobilisations financières	10 339	10 285	Total des capitaux permanents	4 030 876	3 690 845
Total actif immobilisé net	3 651 097	3 519 119	Dettes d'exploitation et divers	182 046	165 136
Stocks nets	12 111	166	Total des dettes d'exploitation et à court terme	182 046	165 136
Actifs d'exploitation et actifs divers	375 423	195 954	Produits constatés d'avance	18 260	2 008
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	159 018	103 438	Total passif	4 231 182	3 857 989
Total actif circulant net	546 552	299 558			
Charges à répartir	33 533	39 312			
Total actif	4 231 182	3 857 989			

➤ Les hausses significatives des postes principaux du bilan (immobilisations corporelles et capitaux permanents) témoignent de la très forte activité de production de logements de la société.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	559 252	546 416	Charges d'exploitation	460 669	437 887
Produits financiers	2 169	2 642	Charges financières	81 553	104 264
Produits exceptionnels	127	4 669	Charges exceptionnelles	386	3 511
			Participation des salariés	1 677	1 511
			Impôt sur les bénéfices	7 687	197
			Résultat mandant	-5 544	16 682
			Résultat de l'exercice	15 120	15 130

➤ En 2010, le résultat net de la société s'établit à 15,1 M€. Il est identique à celui de 2009. Il provient pour l'essentiel de la gestion d'un parc immobilier de 4 540 logements qui lui appartiennent en propre, de ses rémunérations en tant que gestionnaire de logements, notamment pour le compte de la Ville de Paris et de sa part de redevance sur la convention de gestion de décembre 2000 à laquelle la RIVP est intéressée.

Activité

La RIVP assure la construction, l'entretien et la gestion locative de programmes immobiliers, principalement dans le domaine du logement social, pour le compte de la Ville de Paris et de l'Assistance publique. Elle assure également la réalisation d'équipements publics en mandat de maîtrise d'ouvrage. La société réalise les travaux d'entretien et d'amélioration de son patrimoine et développe aussi une activité de construction d'opérations en accession sociale à la propriété.

1923 Création en vue de l'exécution de la convention du 29 septembre 1923 passée avec la Ville pour la construction d'immeubles à loyers modérés.
1954-1957 "Ceinture verte" ; construction et gestion de 1 050 logements.
1972 et suivantes Début d'une série de conventions de réhabilitation d'immeubles municipaux.
1975 Refonte globale du dispositif conventionnel antérieur.
1979 Adoption d'un nouveau cadre conventionnel pour les opérations futures.
1983-1984 Maîtrise d'ouvrage du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB).
2000 Modifications de l'actionnariat privé de la SEM ; mise en place d'un cadre conventionnel à économie de redevance avec la Ville de Paris.
2006 Apport par la SAGI d'une branche complète et autonome d'activité (domaine conventionnel de gestion de logements aidés de la Ville de Paris avec effet au 31 décembre 2006).
La Ville de Paris devient actionnaire majoritaire de la société avec 79,54 % du capital social.
2007 Fusion absorption des filiales SIG et NEY puis de la filiale Société de gérance Jeanne d'Arc (SGJA).
2008 Résiliation des conventions de gestion en provenance de la SGJA suite à sa fusion absorption par la RIVP.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES

485 M€

TOTAL DU BILAN

4 231 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

54 094

EFFECTIF

1 122 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Au 31 décembre 2010, le patrimoine géré par la SEM s'élève à 49 817 logements, 4 277 logements-foyers, 34 893 emplacements de stationnement et 2 242 locaux d'activités, commerces et bureaux. Il se situe principalement à Paris (91 % des habitations contre 9 % dans 7 départements franciliens). Avec une production de logements sociaux en forte augmentation, la RIVP est l'un des tout premiers constructeurs de logements sociaux et un acteur majeur de la réalisation du projet du maire de Paris, d'atteindre 20 % de logements sociaux en 2014. Ainsi, en 2010, cet effort s'est traduit par l'agrément de 1 817 nouveaux logements sociaux à Paris (1 268 en 2009). La RIVP a mis en chantier 27 opérations (soit 1 356 nouveaux logements) constituées de logements familiaux, de résidences étudiantes, de résidences sociales, de centres d'hébergements d'urgence (CHU), d'une crèche et d'une pépinière d'entreprises. Enfin, 896 logements étaient livrés. En 2011, la RIVP prévoit de livrer 1 200 logements. Tous ces logements répondent aux objectifs du Plan Climat de la Ville de Paris.

La RIVP a engagé son premier grand projet de renouvellement urbain sur le quartier Saint-Blaise dans le 20^e arrondissement et la réhabilitation d'environ 1 000 logements pour les mettre au niveau des exigences du Plan Climat. Enfin, la RIVP a achevé à la fin de l'année 2010, le chantier de mise aux normes de son parc d'ascenseurs, ce qui a représenté un investissement de 80 M€. Par ailleurs, l'année 2010 se caractérise par le lancement du projet « Cap vers l'amélioration de la réponse aux locataires (CARL) » qui doit permettre notamment d'améliorer la relation aux locataires devenue un objectif prioritaire pour la société.



Résidence étudiante Pajol.

HISTORIQUE

Adresse :
29 boulevard Bourdon
75004 Paris
Tél. : 01 42 77 20 20

Site : www.siem.fr

Date de création :
1956

Capital : 1 350 000 €

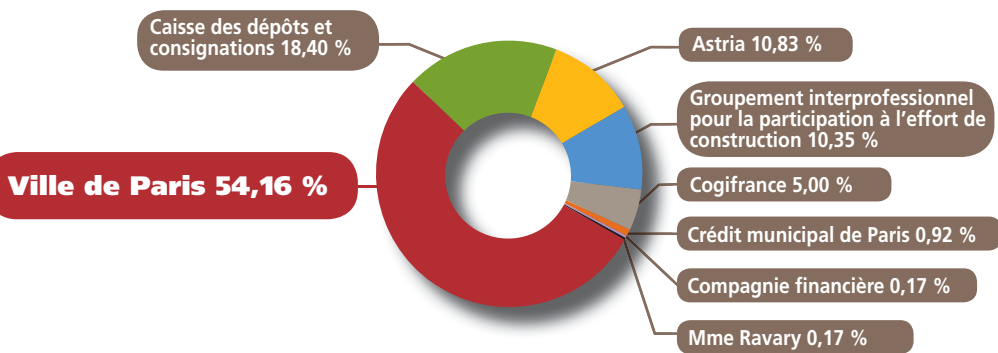
Président :
Romain Levy

Directrice générale :
Sylviane Léger

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
Construction et gestion de logements

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	46 499	47 309	Ressources propres et quasi-fonds propres	373 844	305 777
Immobilisations corporelles	565 440	464 231	Ressources d'emprunts	364 109	352 379
Immobilisations financières	5 448	7 886	Total des capitaux permanents	737 953	658 156
Total actif immobilisé net	617 387	519 426	Dettes d'exploitation et divers	33 361	33 715
Stocks nets	324 654	239 791	Autres dettes	28 876	31 702
Actifs d'exploitation et actifs divers	175 734	173 529	Total des dettes d'exploitation et à court terme	62 237	65 417
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	14 931	19 513	Produits constatés d'avance	334 650	231 569
Charges constatées d'avance	1 024	1 436	Total passif	1 134 840	955 142
Total actif circulant net	516 343	434 269			
Charges à répartir	1 110	1 447			
Total actif	1 134 840	955 142			

La variation des principaux postes du bilan témoigne de l'activité importante de production de logements de la société ainsi que du rythme soutenu de la Convention publique d'aménagement pour la résorption de l'insalubrité (CPA).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	274 460	215 659	Charges d'exploitation	266 982	206 666
Produits financiers	139	106	Charges financières	7 115	8 438
Produits exceptionnels	742	363	Charges exceptionnelles	437	371
			Participation des salariés	91	84
			Impôt sur les bénéfices	228	203
			Résultat de l'exercice	488	366

L'exploitation de la société s'améliore avec un résultat net en hausse (488 K€) comparé à l'exercice 2009 (366 K€). Il est rappelé que la part provenant de la branche logement et de la CPA insalubrité est sans impact sur l'évolution du résultat de la société, à l'exception de la rémunération, car leur cadre conventionnel prévoit la neutralisation de l'équilibre financier par la Ville de Paris.

Activité

La SIEMP est un bailleur social qui gère au 31/12/2010 9 809 logements, 331 locaux commerciaux ainsi que 534 emplacements de stationnement répartis sur 180 programmes dans Paris et 9 en banlieue. Dans le cadre de la CPA, la SIEMP assure la gestion d'environ 800 appartements en attente de traitement et de 80 locaux d'activités. Cette activité allie action publique sur des immeubles insalubres acquis par la société et actions incitatives auprès des copropriétés privées dégradées. La SIEMP agit aussi auprès des familles habitant ces immeubles insalubres. Elle accompagne leur relogement ou procède à leur hébergement d'urgence, le cas échéant. Depuis mai 2007, elle intervient aussi, auprès des exploitants d'hôtels meublés pour les encourager à mettre aux normes de sécurité et de décence, leurs établissements.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
98 M€

TOTAL DU BILAN
1 135 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS
9 809

EFFECTIF
243 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'année 2010 restera pour la SIEMP une année de fort développement pour son activité de construction neuve et de réhabilitation. En effet, outre la livraison de 38 opérations, soit 304 logements dont 61 en résidences sociales et étudiantes, 30 chantiers ont débuté (469 logements) et 61 opérations ont été agréées (681 logements). Toutes ces opérations intègrent des performances environnementales et énergétiques très élevées, respectant ainsi les objectifs du Plan Climat. En ce qui concerne la mission d'éradication de l'insalubrité (CPA de 2002) qui s'est achevée en décembre 2010, l'année 2010 permet de tirer le bilan de 8 années d'actions. Ainsi, 432 immeubles sont sortis de l'insalubrité. Désormais, l'expertise acquise dans ce domaine par les équipes de la SIEMP continue à s'exercer au sein d'une nouvelle structure dédiée à la lutte contre l'insalubrité, la SOREQA, qui a pris le relais pour le compte de la collectivité parisienne et la communauté d'agglomération Plaine Commune. Par ailleurs, la SIEMP est chargée d'animer deux dispositifs expérimentaux qui visent à sécuriser et améliorer le confort des hôtels meublés et a rejoint en 2010 le dispositif parisien « Louez solidaire et sans risque ». Dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration des hôtels meublés (Opahm), menée pour la Ville de Paris, 115 hôteliers se sont déclarés intéressés par les aides financières proposées par la municipalité et par l'Anah, qui peuvent couvrir jusqu'à 50 % du coût des travaux. Le dispositif a permis la remise aux normes de 338 chambres dont 173 conventionnées au profit de populations résidentes fragilisées ou d'associations et de services sociaux. Au 31 décembre 2010, trois hôtels ont terminé leurs travaux et cinq chantiers sont en cours.



Rue de la Charbonnière (Paris 18^e).

Adresse :
3-11 rue Louise-Thuliez,
75019 Paris
Tél. : 01 53 36 34 34

Site : www.semidep.fr

Date de création :
1956, le caractère
interdépartemental ayant
été acquis en 1972

Capital : 1 000 000 €

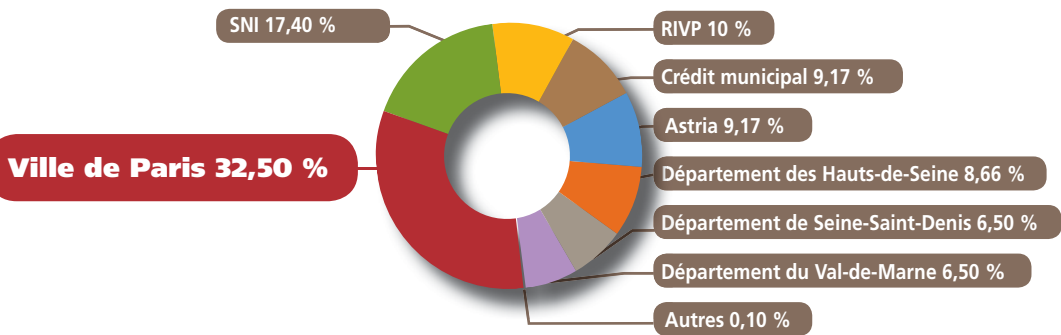
Présidente :
Hélène Bidard

Directrice générale :
Danièle Hivernaud

Statut :
Société anonyme d'économie
mixte immobilière locale

Objet social :
Gestion, construction,
réhabilitation d'immeubles
locatifs

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	24 571	25 032	Ressources propres et quasi-fonds propres	90 326	85 634
Immobilisations corporelles	222 502	202 230	Ressources d'emprunts	194 823	181 198
Immobilisations financières	134	137	Total des capitaux permanents	285 149	266 832
Total actif immobilisé net	247 207	227 399	Dettes d'exploitation et divers	15 379	8 397
Stocks nets	85	85	Autres dettes	8 244	9 844
Actifs d'exploitation et actifs divers	57 307	57 464	Total des dettes d'exploitation et à court terme	23 623	18 241
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	12 361	6 303	Produits constatés d'avance	10 014	8 403
Total actif circulant net	69 753	63 852	Total passif	318 786	293 476
Charges à répartir	1 826	2 225			
Total actif	318 786	293 476			

➤ Les principales variations des postes de l'actif immobilisé avec une hausse de 8,62 % résultent de l'activité de maîtrise d'ouvrage de la société (production de résidences pour étudiants et jeunes travailleurs ainsi que de logements familiaux).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	49 309	51 775	Charges d'exploitation	45 471	45 995
Produits financiers	77	198	Charges financières	3 731	4 888
Produits exceptionnels	344	749	Charges exceptionnelles	273	982
			Intéressement	69	41
			Impôts sur les bénéfices	16	10
			Résultat de l'exercice	171	806

➤ Le résultat net de 2010 de la société (171 K€) qui provient de la gestion du patrimoine propre de la SEMIDEP mais surtout des rémunérations perçues au titre de ses activités de maîtrise d'ouvrage et de gestion pour le compte des collectivités est en diminution par rapport à celui de l'exercice précédent (806 K€).

Activité

L'activité de la SEMIDEP se situe presque exclusivement dans la sphère sociale et consiste en la construction, la restructuration, la réhabilitation d'équipements (écoles, maisons pour personnes âgées, foyers, centres de loisirs ou d'aide par le travail) ou de logements sociaux ou aidés (PLA, PLS, PLI) pour le compte des collectivités locales qui lui confient également par la suite la gestion de ces locaux. Le patrimoine géré par la SEMIDEP est de 6 373 logements au 31 décembre 2010. La SEMIDEP présente la particularité d'être une société d'économie mixte à vocation interdépartementale. Son capital, comme ses instances dirigeantes, prennent en compte ce caractère interdépartemental qui correspond à son secteur géographique d'intervention. Celui-ci comporte outre la Ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de l'Essonne.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES

40 M€

TOTAL DU BILAN

318,8 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

5 761

EFFECTIF

106 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Au cours de l'année 2010, la SEMIDEP a poursuivi son activité de production de logements sociaux à un rythme plus soutenu, passant de 82 logements livrés en 2009 à 469 logements en 2010 dont 384 chambres pour étudiants et jeunes travailleurs. Au total, 18 chantiers à différents stades de réalisation ont été conduits, représentant 705 logements dont 319 à Paris et 386 en banlieue dont une part très importante de type foyers étudiants et jeunes travailleurs. Toutes ces opérations intègrent des contraintes écologiques et sont proposées à la certification « Patrimoine Habitat et Environnement pour les réhabilitations ou améliorations » et « Habitat et Environnement » pour les constructions.

Par ailleurs, la société continue à porter une attention particulière à l'entretien, l'amélioration de son patrimoine. Cet engagement s'est matérialisé dans le Plan stratégique de patrimoine (PSP) élaboré en 2006. Ce document fixe les objectifs et les orientations de la société qui se concrétisent notamment par une progression des dépenses des postes « remise en état des logements » et « gros entretien, amélioration ». De plus, la société a décidé de se doter d'un Plan stratégique énergétique dont les objectifs visent notamment à contribuer aux politiques nationales et locales de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre et à favoriser la maîtrise des charges locatives.



Immeuble au 11 rue du Conservatoire (Paris 9^e) rénové par la SEMIDEP et qui accueille désormais 22 logements sociaux.

Adresse :

29 boulevard Bourdon
75004 Paris
Tél. : 01 49 96 24 50 ou 25 90

Site :

www.soreqa.fr

Date de création :

2010

Capital :

150 000 €

Président :

Romain Levy

Directrice générale :

Sylviane Léger

Directrice adjointe :

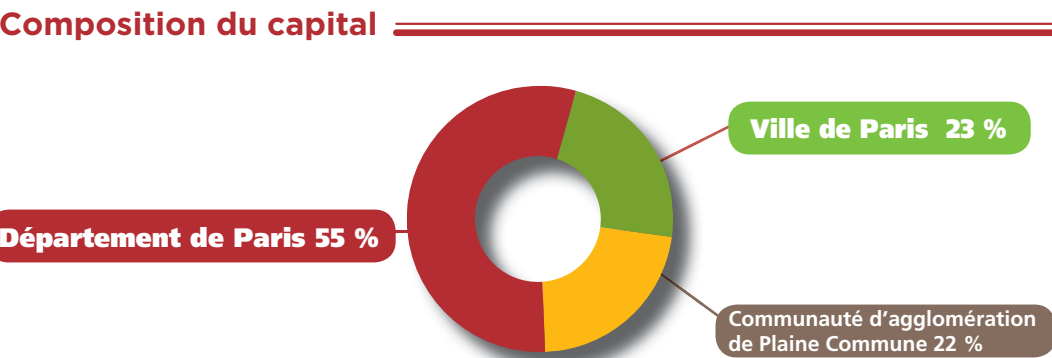
Céline Brodovitch

Statut :

Société publique locale
d'aménagement (SPLA)

Objet social :

Opérations d'aménagement au
sens du code de l'urbanisme
pour le compte exclusif des
collectivités actionnaires.



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	PASSIF	2010
Immobilisations financières	26 325 €	Capitaux propres	150 422 €
Total actif immobilisé net	26 325 €	Provisions pour risques et charges	29 824 €
Encours de concessions d'aménagement	2 955 239 €	Dettes	671 694 €
Créances	153 992 €	Produits constatés d'avance	2 303 647 €
Charges constatées d'avances	20 031 €		
Total actif circulant net	3 129 262 €		
Total actif	3 155 587 €	Total actif	3 155 587 €

➤ Le bilan de la Soreqa est constitué essentiellement des encours de concessions d'aménagement à l'actif, financés par les avances inscrites au passif et par un montant de dettes, encore limité.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	CHARGES	2010
Produits d'exploitation	3 484 031 €	Charges d'exploitation	3 480 350 €
Produits financiers	440 €	Charges financières	104 €
Produits exceptionnels		Charges exceptionnelles	1 €
		Impôt sur les bénéfices	3 594 €
		Résultat de l'exercice	422 €

➤ Compte tenu du secteur d'activité de la Soreqa, son compte de résultat est très fortement déterminé par les flux relatifs aux deux conventions publiques d'aménagement qui lui ont été confiées par la Ville de Paris et la communauté d'agglomération de Plaine Commune. Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 134 K€, ce qui lui permet de couvrir ses charges et d'atteindre un résultat net équilibré (+ 422 €). (Il n'y a quasiment pas de flux pour Saint-Denis compte tenu de la date de signature de Saint-Denis)

Activité

La Société de requalification des quartiers anciens (Soreqa) est un opérateur global de traitement de l'habitat dégradé. Elle intervient aussi bien sur des parcelles privées destinées à le rester que sur des parcelles publiques ou vouées à une maîtrise foncière publique en raison de leur dégradation. Elle dispose de compétences et d'un savoir-faire qui lui permettent de conduire l'ensemble des étapes de l'action de résorption de l'habitat dégradé : acquisition foncière, gestion intercalaire, actions d'aménagement, relogement des occupants et accompagnement des actions d'amélioration des immeubles privés dégradés.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
0,134 M€

TOTAL DU BILAN
3,156 M€

EFFECTIF
15 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Par délibérations en date du 15 décembre 2009, la Ville de Paris, le Département de Paris et la communauté d'agglomération de Plaine Commune ont décidé la création de la Soreqa, pour mener des actions de traitement de l'habitat indigne et dégradé. Les statuts ont été approuvés par son conseil d'administration le 11 février 2010. La société a été enregistrée le 6 mai 2010. Le 7 juillet 2010, la Ville de Paris lui a confié sa première opération sous la forme d'une concession d'aménagement pour une durée de 5 ans portant alors sur 27 parcelles très dégradées. Le 14 octobre 2010, Plaine Commune et la ville de Saint-Denis ont signé avec l'Anru, l'Anah, la CDC et la Soreqa, la première convention PNRQAD de Saint-Denis : programme national de requalification des quartiers anciens. Le 29 décembre 2010, la communauté d'agglomération de Plaine Commune a confié à la Soreqa une concession d'aménagement de 6 ans portant sur deux secteurs de la ville de Saint-Denis : Brise-Echalas et Porte de Paris.

La montée en charge de l'activité de la Soreqa s'est accompagnée du transfert progressif de personnels opérationnels, qualifiés et expérimentés de la SIEMP pour mener à bien ces opérations.



Adresse :
2 rue Jean-Lantier
75001 PARIS
Tél. : 01 44 88 84 00

Site : www.sempariseine.fr

Date de création :
La SEMPARISEINE est issue de la fusion, en 2007, de la SEMEA 15 et de la SEM Paris Centre, sociétés créées respectivement en 1958 et 1984

Capital : 320 576 €

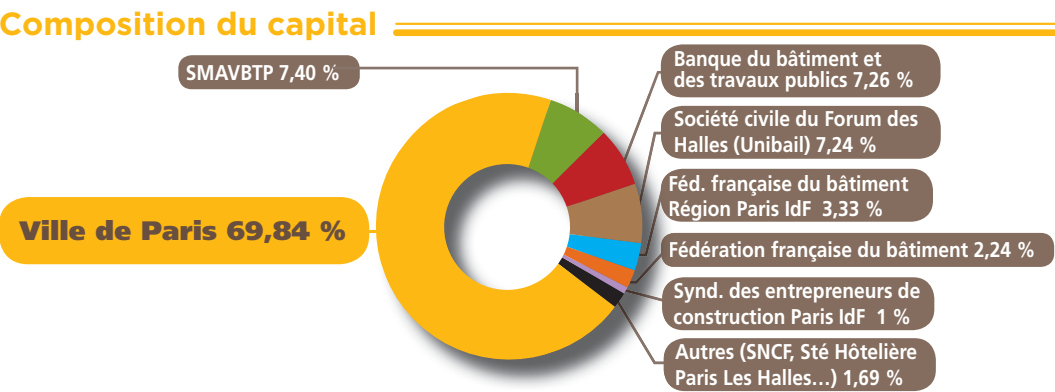
Présidente :
Seybah Dagoma

Vice-Président :
Claude Dargent

Direction générale :
Directeur général :
Claude Pralraud
Directeur général délégué :
Dominique Hucher

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
Aménagement, construction et réhabilitation, gestion d'ouvrages



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	308	322	Ressources propres et quasi-fonds propres	28 245	27 135
Immobilisations corporelles	27 716	27 631	Provisions pour risques et charges	3 794	4 592
Immobilisations financières	286	339	Ressources d'emprunts		0
Total actif immobilisé net	28 311	28 292	Total des capitaux permanents	32 039	31 728
Stocks nets	16 029	15 687	Dettes financières à moins d'un an	3 169	3 169
Actifs d'exploitation et actifs divers	201 098	205 950	Dettes d'exploitation et divers	386 774	393 430
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	200 951	202 422	Total des dettes d'exploitation et à court terme	389 944	396 599
Total actif circulant net	418 078	424 059	Produits constatés d'avance	24 405	24 024
Charges à répartir		0	Total passif	446 388	452 350
Total actif	446 388	452 350			

➤ Le total du bilan atteint 446,4 M€, en diminution de 5,9 M€ par rapport à 2009. Cette évolution est essentiellement liée à un changement de comptabilisation des demandes d'avances des mandats. Les « dettes d'exploitation » comprennent également 358,1 M€ au titre de la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire (RIP) des opérations d'aménagement. Ce montant se retrouve à l'actif en créances pour la partie déjà versée à la Ville de Paris et en trésorerie pour la partie à reverser à la Ville.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	15 346	17 347	Charges d'exploitation	14 603	18 345
Produits financiers	541	546	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	47	621	Charges exceptionnelles	165	249
Solde des opérations en commun	126	-155	Impôt sur les bénéfices	182	(944)
			Participations des salariés		
			Résultat de l'exercice	1 110	708

➤ Les résultats de la SEM s'améliorent sensiblement en 2010 : le résultat net après impôts atteint 1,1 M€, en augmentation de 57 % par rapport à 2009. Ce résultat résulte notamment de la montée en puissance du mandat de réaménagement des Halles, qui se répercute sur les rémunérations perçues par la SEM, et, dans une moindre mesure, sur ses charges, car une partie de l'augmentation des dépenses de personnel avait déjà été prise en compte en 2009. La diminution des produits d'exploitation (15,3 M€ en 2010 contre 17,3 M€) provient de la diminution des produits comptabilisés au titre des opérations d'aménagement (2,1 M€ en 2010 contre 5,2 M€ en 2009), ainsi que des traitements comptables annuels propres à cette activité.

Activité

La SemPariSeine exerce son activité dans trois domaines :

- l'aménagement ;
- la maîtrise d'ouvrage, soit pour son compte propre, soit pour celui des collectivités mandantes ;
- la gestion et l'entretien d'ouvrages : l'ouvrage-dalle du Front de Seine et les Halles.

HISTORIQUE

1958 Création de la Compagnie foncière du XV^e arrondissement, transformée en 1961 en société d'économie mixte d'aménagement, la SEMEA 15.

1984 Création de la Société de construction et de gestion du secteur des Halles (SCGH) qui reprend les activités de gestion locative de la SEMAH (aménageur du Forum des Halles). La SCGH changera plusieurs fois de dénomination pour s'appeler enfin SEM Paris Centre (2003).

2000 Élargissement de l'objet social de la SEMEA 15 aux activités de gestion d'équipements et de services publics.

2006 Le Conseil de Paris décide de maintenir définitivement dans le patrimoine de la SEMEA 15 l'ouvrage-dalle du Front de Seine.

2007 La SemPariSeine est issue de la fusion-absorption de la SEM Paris Centre par la SEMEA 15.

2008 Transfert de l'activité de gestion immobilière et de construction de logements sociaux à la SGIM.

2009 La SemPariSeine est désignée mandataire de la Ville de Paris pour la mise en œuvre du projet de réaménagement des Halles.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
13 M€

TOTAL DU BILAN
446 M€

EFFECTIF
68 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'avancement des études et procédures relatives au réaménagement des Halles a permis le début des travaux sur le site. Sont ainsi en cours les travaux pour la réalisation de la nouvelle aire de jeux dédiée aux enfants de 7-12 ans depuis 2010, pour la cité de chantier et la démolition des pavillons Willerval depuis le 1^{er} trimestre 2011.

Sur l'ouvrage dalle du Front de Seine (15^e), la SemPariSeine poursuit le programme de rénovation engagé, qui s'étendra jusqu'en 2013. La déclaration préalable pour le réaménagement de l'îlot Véga a été obtenue le 12 octobre 2010, permettant de lancer les travaux.

Sur la ZAC Beaujon, la SEM a obtenu en 2010 le permis de construire du lot 2 (logements sociaux et équipements de petite enfance) et a lancé en octobre les travaux d'espaces publics. Parallèlement, la Ville de Paris a obtenu le permis de construire du lot 1 (piscine, bassin d'apprentissage, gymnase, salles d'activités).

La 2^e partie de l'aménagement du site Boucicaut (15^e) est entrée en phase opérationnelle avec le début des travaux de déconstruction sur le site en 2011.

Sur le site Lourmel-Église, le projet d'aménagement a été finalisé en 2010.

L'élaboration du projet d'entreprise a débouché début 2010 sur le lancement d'un chantier « certification », dans le but d'obtenir la double certification « ISO 9001 » et « 14001 » d'ici la fin de l'année 2011.



Panorama du chantier des Halles.

Adresse :
7 avenue de la République
75011 Paris
Tél. : 01 43 45 98 98

Site : www.semaest.fr

Date de création :
1983

Capital : 2 960 000 €

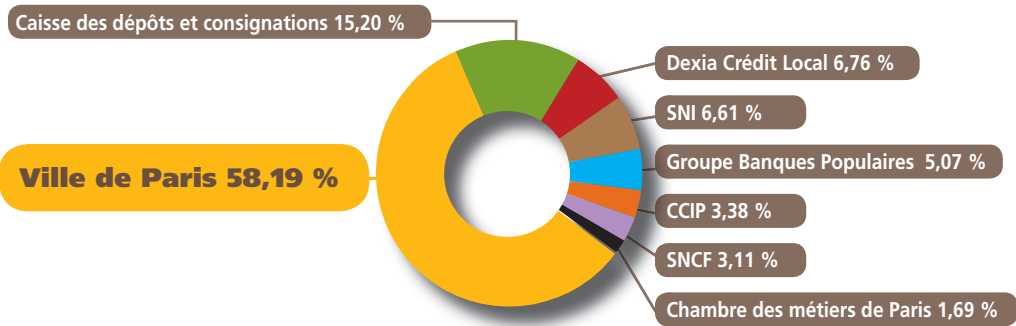
Président : Philippe Ducloux

Directeur général :
Jean-Paul Albertini

Statut :
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :
Études et réalisations d'opérations d'aménagement et de développement économique.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	25	7	Capitaux propres	13 715	13 413
Immobilisations corporelles	1 011	484	Provisions pour risques et charges (aménagement)	596	810
Immobilisations financières	123	147	Ressources d'emprunts et dettes assimilées	96 385	96 327
Total actif immobilisé net	1 159	638	Dont dépôts de garantie locataires	1 147	999
Stocks nets	70 093	73 535	Total des capitaux permanents	110 696	110 460
Actifs d'exploitation et actifs divers	9 306	3 743	Dettes d'exploitation et divers (dont résultat intermédiaire provisoire)	199 282	193 649
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	229 580	237 882	Dettes financières à court terme	160	11 688
Total actif circulant net	308 979	315 160	Total des dettes d'exploitation et à court terme	199 442	205 337
Total actif	310 138	315 798	Total passif	310 138	315 798

Les capitaux propres de la SEM s'établissent à 3,9 M€ (hors subvention destinée au financement du réaménagement de la Cour de l'Industrie), en progression de 0,3 M€ par rapport à l'exercice précédent du fait du bénéfice enregistré en 2010. Cette situation nette est suffisante au regard de l'endettement actuel de la société, très limité et constitué essentiellement de dépôts de garantie. La trésorerie propre de la SEM s'élève 5 M€ environ (hors disponibilités provenant de la subvention pour le réaménagement de la Cour de l'Industrie).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	21 396	21 878	Charges d'exploitation	21 209	21 808
Produits financiers	322	345	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	11	3	Charges exceptionnelles	0	1
			Intéressement des salariés	86	98
			Impôt sur les sociétés	132	118
Total des produits	21 729	22 226	Total des charges	21 427	22 025
			Résultat de l'exercice	302	202

Ce compte de résultat simplifié de la SEMAEST retrace l'activité de la société pour son compte propre et celle des opérations d'aménagement qu'elle mène pour la Ville. Toutefois, les produits et charges relatifs aux opérations d'aménagement n'ont pas d'impact sur le résultat net de la société. Sur l'exercice 2010, les produits d'exploitation de la SEM ont connu une augmentation de 11 % par rapport à 2009, en raison essentiellement du dynamisme du secteur « développement économique », à l'origine de 70 % des produits de la société, et de la progression du secteur « aménagement », liée au démarrage de l'opération Cardeurs-Vitruve. Dans le même temps, les charges d'exploitation ont progressé de 9,5 %, notamment en raison de la réalisation de travaux sur le Viaduc des Arts. Le résultat net de la société s'est établi à 0,3 M€ (contre 0,2 M€ en 2009).

Activité

En tant que SEM d'aménagement, la SEMAEST mène depuis sa création des opérations d'envergure (ZAC Châlons, ZAC Bercy, Viaduc des arts, ZAC Pajol etc.). Parallèlement, elle a assuré la maîtrise d'ouvrage déléguée de nombreux équipements publics pour le compte de la Ville de Paris et de la région Île-de-France (parcs de stationnement, lycées, crèches, équipements sportifs et culturels). Depuis 2004, la SEM intervient en outre en matière de développement économique, favorisant, à travers les opérations Vital'Quartier 1 et 2, la diversité commerciale de certains secteurs de la capitale.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
16,3 M€

TOTAL DU BILAN
310 M€

EFFECTIF MOYEN
47 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

En matière de développement économique

Dans le cadre des conventions d'aménagement Vital'Quartier 1 et 2, la SEMAEST maîtrisait, à la fin de l'année 2010, 38 160 m² de locaux d'activité représentant 340 locaux commerciaux.

En 2010, elle a poursuivi son activité sur la Cour de l'Industrie (travail de concertation avec les artisans en vue du démarrage des travaux de réhabilitation au printemps 2011) et le Viaduc des Arts (organisation d'une trentaine d'expositions se rapportant au monde de l'artisanat d'art et de la création contemporaine).

La SEMAEST a également poursuivi son intervention en matière de gestion de locaux diffus dans les secteurs suivants : Château-Rouge (18^e arr., maîtrise de 3000 m² de locaux d'activité à terme), Bréguet (11^e arr., 1 700 m² de locaux commerciaux en rez-de-chaussée), Zac Claude Bernard (19^e arr., 7000 m² de locaux commerciaux et d'activité).

En matière d'aménagement urbain

Les travaux d'aménagement se sont poursuivis sur la ZAC Pajol (ouverture du collège et démarrage de plusieurs chantiers de construction).

La SEMAEST s'est vue attribuer l'opération Cardeurs-Vitruve, dont la concession d'aménagement, signée en mars 2010 avec la Ville, prévoit le désenclavement spatial du quartier par le maillage viaire, la transformation du cadre de vie, le développement économique.

En matière de construction et réhabilitation

La SEMAEST a remporté deux nouvelles opérations pour la région Île-de-France (restructuration partielles des lycées Voltaire et Jean Jaurès dans le 11^e et 19^e), ainsi que l'accompagnement de la SAEPOPB dans le cadre de sa candidature au renouvellement de la convention d'exploitation du Palais omnisports.



Secteur Cardeurs-Vitruve, un grand projet de renouvellement urbain (GPRU).

HISTORIQUE

1983 Création de la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du secteur Chalon (SEMEA Chalon) dans le cadre du plan d'aménagement de l'est parisien.

1987 Adoption de la nouvelle dénomination sociale, Société d'économie mixte d'aménagement de l'est de Paris (SEMAEST). La SEMAEST conduit l'aménagement de plus de 90 hectares avec les opérations de Bercy, Reuilly, Chalon et la Promenade plantée qui ont contribué à redéfinir le paysage urbain du 12^e arrondissement.

2003-2004 Signature de la convention publique d'aménagement « Vital'Quartier » visant à favoriser la diversité commerciale et les activités économiques de proximité.

2005 Augmentation de capital de 2,5 M€ et entrée de cinq nouveaux partenaires.

2006 La SEMAEST reçoit le SEM d'Or attribué par la Fédération nationale des SEM dans la catégorie « Développement Économique ».

2007 Signature de deux avenants (n°2 et n°3) à la convention publique d'aménagement « Vital'Quartier 1 » dont l'objet est l'attribution par la Ville de Paris d'avances remboursables complémentaires et une prolongation de la concession d'aménagement jusqu'en 2015.

2008 Signature d'une nouvelle convention d'aménagement « Vital'Quartier 2 » avec la Ville de Paris.

Attribution d'un bail emphytéotique par la Ville pour la réhabilitation et l'exploitation de la Cour de l'Industrie (11^e).

2010 Attribution de l'opération d'aménagement Cardeurs-Vitruve, au sein du GPRU Saint-Blaise (20^e arrondissement).

Adresse :
69-71, rue du Chevaleret
75013 Paris
Tél. : 01 44 06 20 00

Site :
www.parisrivegauche.com

Date de création : 1985

Capital : 762 245 €

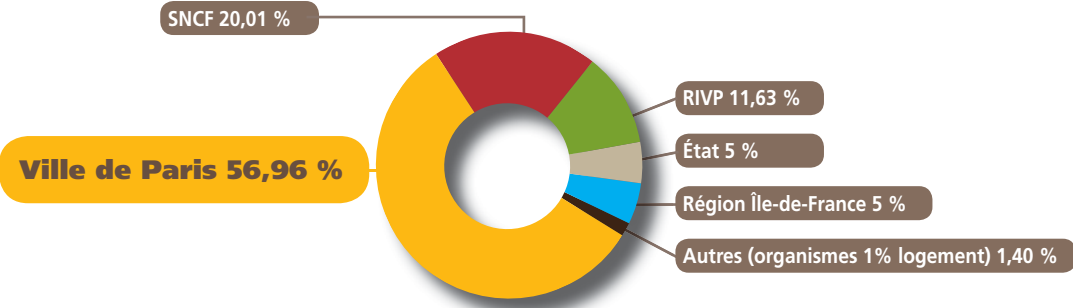
Président :
Jérôme Coumet

Directeur général :
Jean-François Gueullette

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
Études et réalisation d'opérations d'aménagement

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	24	20	Ressources propres et quasi-fonds propres	20 799	19 092
Immobilisations corporelles	3 784	4 804	Ressources d'emprunts et dettes assimilées	95 209	99 091
Immobilisations financières	533	498	Total des capitaux permanents	116 008	118 183
Total actif immobilisé net	4 341	5 323	Dettes financières à moins d'un an	24 793	17 754
Stocks nets	267 887	155 545	Dettes d'exploitation et divers	346 383	337 479
Actifs d'exploitation et actifs divers	184 260	187 161	Total des dettes d'exploitation et à court terme	371 176	355 233
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	30 696	125 387	Total passif	487 184	473 416
Total actif circulant net	482 843	468 093			
Total actif	487 184	473 416			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	176 125	119 546	Charges d'exploitation	176 380	120 351
Produits financiers	191	331	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	2 445	424	Charges exceptionnelles	1 761	272
			Impôt sur les bénéfices	0	0
			Participation des salariés	88	80
			Résultat de l'exercice	532	- 401

Les comptes 2010 reflètent la phase de production de charges foncières pour l'opération Paris Rive Gauche dans laquelle la SEMAPA s'est engagée depuis 3 ans. Il en résulte des charges d'exploitation supérieures aux produits des cessions. Ceci a alimenté, au bilan, le stock de terrains à commercialiser à moyen terme et a généré un besoin de financement important. Pour y faire face, la SEM a dû puiser dans sa trésorerie et mobiliser une partie des financements bancaires dont elle dispose (21 M€). Il convient de souligner que les ressources d'emprunts et dettes assimilées, et les dettes financières à moins d'un an sont pour l'essentiel constituées de sommes dues à la Ville de Paris au titre des achats de terrains dans la ZAC Paris Rive Gauche. Les dettes d'exploitation comprennent principalement les avances sur opérations de mandat et les avances aux opérations d'aménagement.

Activité

La SEMAPA a un rôle d'aménageur dans des opérations confiées par la Ville de Paris. Outre l'opération Paris Rive Gauche, la SEMAPA réalise l'aménagement du secteur de la Gare de Rungis, du site des Olympiades et l'opération Joseph Bédier-Porte d'Ivry. La SEMAPA développe enfin une activité de mandat de maîtrise d'ouvrage, étroitement liée à la réalisation des opérations d'urbanisme en cours.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
57 M€

TOTAL DU BILAN
487 M€

EFFECTIF
67 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Pour la **ZAC Paris Rive Gauche**, l'année a été marquée par la modification du Plan local d'urbanisme en novembre et qui autorise, dans le périmètre de Masséna-Bruneseau, à construire des immeubles de bureaux jusqu'à 180 mètres et de logements jusqu'à 50 mètres. Ce déplaçonnement des hauteurs permettra une hausse de la constructibilité totale de l'opération PRG, portée à 2 480 000 m² SHON.

Sur le **secteur Austerlitz**, les travaux de la dalle de couverture des voies ferrées se poursuivent. Dans le **secteur Tolbiac**, la dalle T8 a été livrée et les travaux d'aménagement des espaces publics ont débuté.

Enfin, sur le **secteur Masséna**, les travaux de démolition-reconstruction du pont Masséna ont démarré. Les aménagements de surface de la rue Albert-Einstein, du square de la Croix-Jarry et de la rue Watt se sont achevés de même que les travaux de génie civil du parking et du dernier tronçon de l'avenue de France. Pour sa part, l'opération **Stadium élargi** est entrée en phase d'achèvement pour les travaux de reconstruction et d'aménagement alors que la commercialisation des locaux s'est poursuivie.

Pour **Bédier-Porte d'Ivry**, la livraison de la première phase du prolongement de la rue Maryse-Bastie aura permis de délimiter les emprises foncières de deux des futurs programmes du projet d'aménagement (le jardin public et la « Maison internationale de séjour »).

Enfin, la convention publique d'aménagement **ZAC Gare de Rungis** a fait l'objet d'une prorogation de 3 ans.



Le quartier Masséna, offre une expression architecturale variée, déclinée autour du jardin des Grands Moulins. Logements, université, bureaux, commerces, ateliers d'artistes et galeries d'art en composent harmonieusement le tissu urbain.

HISTORIQUE

Adresse :
Parc Pont-de-Flandre,
Bât. O26, 11 rue de Cambrai
75019 Paris
Tél. : 01 53 26 87 00

Courriel :
semaVIP@semaVIP.fr

Site : www.semaVIP.fr

Date de création : 1985

Capital : 6 807 753 €

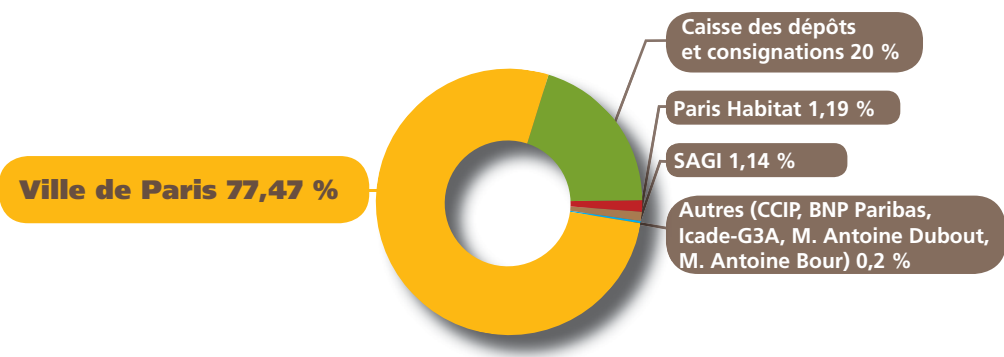
Président :
Roger Madec

Directrice générale :
Marie-Anne Belin

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :
Études et réalisations d'opérations d'aménagement

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (net)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	24	24	Ressources propres et quasi-fonds propres	9 820	11 578
Immobilisations corporelles	162	218	Provisions pour risques et charges	18 132	26 075
Immobilisations financières	735	4 090	Ressources d'emprunts et avances Ville	30 415	33 447
Total actif immobilisé net	920	4 332	Total des capitaux permanents	58 368	71 100
Stocks nets	63 168	123 147	Dettes d'exploitation et divers	39 228	114 396
Créances clients et autres créances	22 423	48 103	Produits constatés d'avance	96 375	94 875
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	103 031	103 443	Total des dettes d'exploitation et comptes de régularisation	135 603	209 271
Charges constatées d'avance	4 429	1 347			
Total actif circulant net	193 050	276 039	Total passif	193 971	280 371
Total actif	193 971	280 371			

➤ L'année 2010 enregistre un niveau de commercialisation élevé, le chiffre d'affaires atteint 114 M€ contre 94 M€ en 2009. Les cessions réalisées dans le cadre des opérations d'aménagement dépassent les dépenses de l'exercice, si bien qu'à l'actif les stocks nets baissent (63 M€ contre 123 M€ en 2009) et au passif, les dettes d'exploitation diminuent significativement (39 M€ en 2010 contre 114 M€). Il s'agit essentiellement d'une baisse des dettes fournisseurs sur opérations d'aménagement et notamment du paiement par l'aménageur d'immeubles domaniaux.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	68 954	100 318	Charges d'exploitation	69 033	100 159
Produits financiers	22	147	Charges financières	4 997	
Produits exceptionnels	3 380	7	Charges exceptionnelles	235	8
			Impôt sur les bénéfices	(150)	103
			Résultat de l'exercice	(1 758)	202

➤ Au compte de résultat, les produits d'exploitation atteignent 69 M€ en 2010, en retrait par rapport à 2009 (100 M€). Cette réduction s'explique par la diminution de la production stockée (-60 M€), du fait notamment du déstockage des dépenses engagées sur des opérations d'aménagement clôturées ou cédées. Le résultat net est déficitaire de -1,7 M€, il résulte de la hausse des charges financières (5 M€), suite à la constatation d'une dotation aux provisions, partiellement compensée par un produit exceptionnel de 3,3 M€ perçu au titre de la cession d'opérations.

Activité

La SEMAVIP intervient sur tous les quartiers nord et est de Paris. Elle conduit et réalise des grandes opérations d'aménagement dans le cadre de ZAC mais aussi des opérations plus spécifiques comme le remodelage du quartier Château-Rouge ou de Ourcq-Jaurès, ou encore la restructuration de l'entrepôt MacDonald. La SEMAVIP a également développé une activité de maîtrise d'ouvrage de bâtiments, pour laquelle elle a obtenu la certification ISO 9001 en juin 2001.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
114 M€

TOTAL DU BILAN
194 M€

EFFECTIF
50 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

L'activité 2010 a été marquée par l'avancement des 9 opérations d'aménagement menées par la SEM, et notamment une commercialisation de droits à construire particulièrement importante (chiffre d'affaires de 114 M€ en 2010) et le démarrage de très nombreux chantiers.

Les travaux de reconversion de l'entrepôt MacDonald ont démarré en 2010 avec la réalisation de la « faille » (large entaille qui coupe l'entrepôt dans toute sa largeur et qui deviendra à terme une vaste place centrale où passera le futur tramway T3). Les promesses de vente des logements et bureaux ont été signées en juin et juillet 2010.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2010, la SEMAVIP a cédé à la SPLA Paris Batignolles Aménagement les concessions d'aménagement de la ZAC Clichy-Batignolles et de la ZAC Cardinet-Chalabre. Cette cession a également généré le transfert d'une partie du personnel de la SEMAVIP. Dans la perspective de ce transfert d'activité, la SEMAVIP a élaboré un plan de développement qui s'est traduit notamment par une modification de ses statuts en 2010 afin de lui permettre d'intervenir dans le secteur du développement durable et de mener des opérations avec des acteurs publics, semi-publics ou privés au travers de sociétés ad hoc.

Ainsi, la SEMAVIP a constitué, en janvier 2011, la SAS SOLARVIP, en partenariat avec SAFIDI filiale d'EDF, la Caisse d'Épargne et le Crédit Coopératif. Cette structure est dédiée au développement de projets d'énergie photovoltaïque, notamment sur le secteur de Clichy-Batignolles.



Le jardin Serge Gainsbourg de la Porte des Lilas a été inauguré en juillet 2010.

Adresse :
7 rue Henri-Rochefort
75017 Paris
Tél. : 01 75 77 35 00

Courriel :
contact@parisbatignolles.fr

Site :
<http://clichy-batignolles.fr/paris-batignolles-amenagement>

Date de création : 2010

Capital : 6 000 000 €

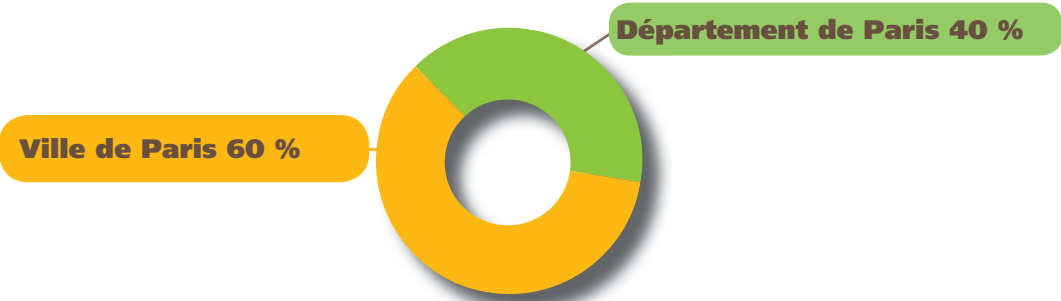
Présidente :
Anne Hidalgo

Directeur Général :
Didier Bailly

Statut :
Société publique locale d'aménagement

Objet social :
Opérations d'aménagement pour le compte des collectivités actionnaires, dans le périmètre du projet urbain du secteur Clichy-Batignolles.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

Le premier exercice de Paris Batignolles sera clôturé fin 2011, car, par exception à la règle qui fixe son exercice social à 12 mois, le premier exercice de la société comprend le temps écoulé depuis sa constitution (mai 2010) jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.



Perspective générale du projet mise à jour à l'exception des îlots E8 et E9 jugés récemment.

QU'EST-CE QU'UNE SPLA ?

Une SPLA est une société anonyme par actions à capital entièrement public (l'actionariat est exclusivement composé de collectivités territoriales et/ou de groupements de collectivités territoriales) dont l'activité est limitée aux missions que lui confient les collectivités actionnaires, sur leur territoire, et s'exerce sous leur contrôle étroit.

Ce caractère public justifie une relation dite « in house » entre la SPLA et chacune de ses collectivités actionnaires, ce qui leur permet de nouer directement des contrats. La Ville de Paris a donc considéré qu'une SPLA était l'outil le mieux adapté à la spécificité et aux contraintes intrinsèques du projet d'aménagement de Clichy-Batignolles.

Activité

Conduite des opérations d'aménagement dans le secteur Clichy-Batignolles (ZAC Cardinet-Chalabre et ZAC Clichy-Batignolles).

Par délibérations des 8 et 9 février 2010, la Ville de Paris et le Département de Paris ont décidé la création de la société publique locale d'aménagement (SPLA) Paris Batignolles Aménagement, pour mener l'opération d'aménagement Clichy-Batignolles initialement confiée en décembre 2007 à la SEMAVIP.

En effet, les évolutions du projet, en lien avec la décision d'accueillir la cité judiciaire au nord du site de Clichy Batignolles, ont conduit à la décision de créer une structure d'aménagement spécifique, qui soit suffisamment souple et adaptable aux évolutions.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
n.d. M€

TOTAL DU BILAN
n.d. M€

EFFECTIF
15 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La cession des contrats d'aménagement de la ZAC Clichy-Batignolles et Cardinet-Chalabre par la SEMAVIP à Paris-Batignolles Aménagement est intervenue au début du mois d'octobre 2010, après la délibération du Conseil de Paris du 28 septembre 2010. La nouvelle équipe, issue aux 2/3 de la SEMAVIP, s'est installée dans des locaux situés dans le 17^e arrondissement, pour une meilleure proximité avec l'opération.

Dès le 10 novembre 2010, Paris Batignolles Aménagement a signé avec la Caisse des dépôts et consignations un protocole de globalisation des financements GAIA court terme (financement sur fonds d'épargne), pour la réalisation de son programme d'acquisition de terrains jusqu'en 2013. Ce protocole prévoit que la CDC apporte son concours financier à hauteur d'un montant maximum d'un peu plus de 205 M€.

Par ailleurs, la 1^{re} réunion de la commission d'appel d'offres de la SPLA, présidée par Annick Lepetit, s'est réunie le 19 novembre 2010 pour l'attribution de différents marchés de travaux destinés à la réalisation d'une vaste dalle de 600 m de long et de 3,6 ha. Cette dalle, qu'il est prévu de livrer en 2013, couvrira des installations ferroviaires relogées et supportera des espaces publics ainsi que 95 000 m² environ de nouveaux programmes (bureaux, logements mixtes et commerces).



Silhouette du premier programme de logements qui se dessine dans le parc.

Adresse :
1 rue Léon-Cladel 75002
Tél. : 01 44 82 68 00

Site : www.saemes.fr

Date de création :
21 novembre 1979

Capital : 4 232 298 €

Président :
Yves Contassot

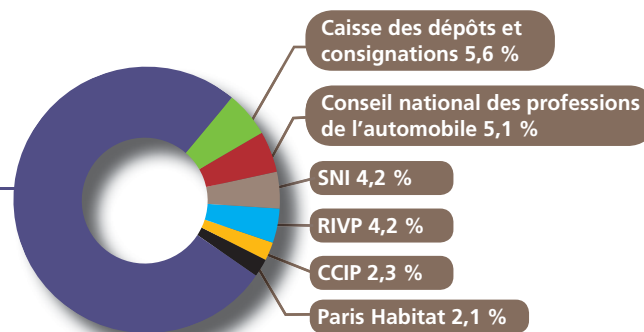
Directeur général :
Pascale Pécheur
Depuis le 1^{er} janvier 2011,
fonction assurée par
Alain Deves

Statut :
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :
L'étude, la promotion, le financement et la construction à Paris et en Ile-de-France de parcs publics de stationnement et d'installations commerciales ou de toutes natures pouvant y être rattachées, ainsi que des garages existants.
La commercialisation sous toutes formes, la location, l'exploitation et la gestion de ces installations ou de toutes autres installations de même nature dont la construction ou l'acquisition n'aurait pas été assurée par la Société, ainsi qu'éventuellement certaines missions d'exploitation concernant le stationnement de surface sur voie publique.

Composition du capital

Ville de Paris 76,6 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	780	868	Ressources propres et quasi-fonds propres	32 994	33 610
Immobilisations corporelles	139 093	185 145	Provisions pour risque et charges	38 473	92 449
Immobilisations financières	1 630	1 341	Ressources d'emprunts	20 326	16 434
Total actif immobilisé net	141 503	187 354	Total des capitaux permanents	91 793	142 493
Stocks nets			Dettes d'exploitation et divers	21 737	16 555
Actifs d'exploitation et actifs divers	3 468	2 299	Produits constatés d'avance	34 073	35 851
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	2 632	5 246	Total des dettes d'exploitation et comptes de régularisation	55 810	52 406
Total actif circulant net	6 100	7 545	Total passif	147 603	194 899
Total actif	147 603	194 899			

La situation bilanciale de la SAEMES se caractérise par un important actif immobilisé, composé essentiellement d'actifs de délégations de service public. L'année 2010 constitue un record d'investissement pour la SAEMES avec un montant global investi de 24,4 millions d'euros dans trois projets majeurs : poursuite du chantier Pyramides, fin des travaux Montévrain-Val d'Europe et démarrage du chantier Cardinet.

À noter l'impact des changements de méthodes comptables : sur les recommandations du commissaire aux comptes, le bilan de la société prend désormais en compte la valeur économique plutôt que la valeur historique des biens revenant aux concédants à l'échéance des différentes DSP. Ce changement de méthode réduit le bilan de la société, mais n'a pas d'impact sur le résultat de la SAEMES.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	44 765	40 536	Charges d'exploitation	42 368	36 744
Produits financiers	219	234	Charges financières	609	758
Produits exceptionnels	1 391	408	Charges exceptionnelles	992	
Bénéfice transféré	214	218	Perte supportée		
			Participation des salariés	-	148
			Impôt sur les bénéfices	179	1 200
			Total des charges	44 1148	38 850
Total produits	46 589	41 396	Résultat de l'exercice	2 441	2 545

Le chiffre d'affaires (40,3 M€) de l'activité stationnement de la SAEMES est composé principalement des parcs mixtes (33,4 M€), ainsi que des parcs résidentiels (6,3 M€), des parcs relais (0,5 M€). Le solde correspond à diverses refacturations du siège (0,1 M€). Le CA progresse de + 3 % en 2010 en raison de l'apport du parc École de médecine qui compense une fréquentation atone dans d'autres parcs. Le résultat net est bénéficiaire de +2,44 M€, un chiffre proche de l'année précédente (2,54 M€).

Activité

La SAEMES est spécialisée dans la construction, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement. Elle gère au 31 décembre 2010, 55 parcs de stationnement dont la majeure partie pour le compte de la Ville de Paris.

Elle conçoit le stationnement, dans le cadre d'un schéma global de mobilité urbaine en favorisant la complémentarité des moyens de transport. Le parc de stationnement a pour vocation d'intégrer des services qui privilégient cette démarche (stationnement de motos, auto-partage, lavage à sec des véhicules, tri des déchets, etc.).

Plusieurs priorités sont fixées par la SAEMES dont notamment le renforcement de l'information délivrée à l'usager sur les conditions de circulation et l'environnement du parc.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
40,3 M€

TOTAL DU BILAN
147,6 M€

NOMBRE DE PARCS
55

EFFECTIF
258 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

- Construction du parking Cardinet (Paris 17^e) et rénovation du parking Pyramides (Paris 1^{er}).
- Mise à disposition de scooters PMR sur le parking Sèvres-Babylone (Paris 7^e)
- Attribution de la modernisation et de l'exploitation du parc École de médecine (344 places - Paris 6^e), de l'exploitation des parcs Flandrin et Flandrin-Émile Augier (232 et 70 places - Paris 16^e) ; et de la partie garage du parc du Rond-Point des Champs Élysées (352 places - Paris 8^e).
- Mise en place du service de réservation en ligne sur www.resaplace.com ou par téléphone.
- Lancement de nouveaux forfaits de nuit à -50 % par rapport au tarif horaire dans 6 parkings situés dans les quartiers des noctambules.



Plan de coupe du futur parking résidentiel de 600 places dans le quartier Clichy-Batignolles (17^e).

Adresse :
2 à 12 rue de Bellevue
75019 Paris

Site :
www.servicesfuneraires.fr

Date de création :
24 juin 1997

Capital : 2 743 200 €

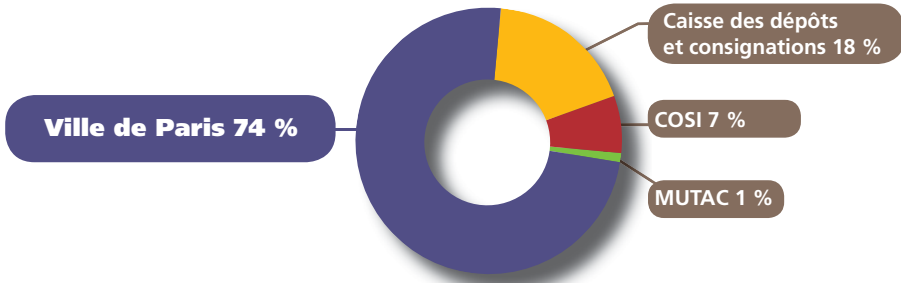
Présidente :
Marinette Bache

Directeur général :
François Michaud-Nerard

Statut :
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :
Exploiter le service des pompes
funèbres des communes ou
groupements de communes
participant à son capital ainsi
que la construction, l'exploita-
tion et la gestion des équipe-
ments liés à ce service

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	622	636	Ressources propres et quasi-fonds propres	5 176	5 145
Immobilisations corporelles	7 875	8 806	Ressources d'emprunts	3 787	4 263
Immobilisations financières	112	111	Total des capitaux permanents	8 963	9 408
Total actif immobilisé net	8 610	9 553	Dettes d'exploitation et divers	3 364	4 058
Stocks nets	235	304	Dettes financières à court terme	500	488
Actifs d'exploitation et actifs divers	2 665	2 805	Total des dettes d'exploitation et à court terme	3 864	4 546
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	1 317	1 292			
Total actif circulant net	4 217	4 401			
Total actif	12 827	13 954	Total passif	12 827	13 954

Le bilan de la société connaît une baisse de 1 M€ environ, essentiellement en raison d'un recul des immobilisations corporelles (-931 K€), témoignant d'un faible montant d'investissements sur l'exercice. L'année 2010 est également marquée par un recul de l'endettement de moyen et long terme de la société (-476 K€), dont l'autonomie financière progresse : les ressources propres et quasi fonds-propres représentent 40 % du passif, contre 37 % en 2009.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	13 466	12 907	Charges d'exploitation	12 820	12 313
Produits financiers	15	20	Charges financières	158	181
Produits exceptionnels	178	257	Charges exceptionnelles	213	311
			Participation des salariés	28	22
			Impôt sur les bénéfices	151	115
			Résultat de l'exercice	288	243

L'exercice 2010 se caractérise par une augmentation du chiffre d'affaires de la SEM (+5 %, à 13 M€), en raison d'une progression de l'activité des crématoriums de Champigny-sur-Marne (+24 % de chiffre d'affaires) et du Père Lachaise (+6%), en dépit d'une mortalité quasiment stable à Paris depuis 2005. Cette progression ne se répercute que partiellement sur le résultat d'exploitation et le résultat net de la société. Comme en 2009, les dotations aux amortissements et aux provisions augmentent en effet de 9 %, afin de faire face aux frais d'entretien ou de réparation des réfractaires des fours du Père Lachaise d'ici la fin de la DSP.

Activité

La SAEMPF exerce, pour le compte de la Ville de Paris, le service extérieur des pompes funèbres. A ce titre, elle assure, par le biais de 14 agences dans Paris, différentes prestations funéraires, ainsi que des missions d'intérêt général (prise en charge des convois pour les personnes sans ressources, convois sociaux, réquisitions de police, mission de prévention et de traitement des situations de crise). La SAEMPF est chargée par ailleurs, depuis juin 1998, de la gestion du crématorium du Père Lachaise. Outre les opérations de crémation humaine, la société assure les travaux de rénovation et de modernisation de l'équipement, en particulier pour l'amélioration des conditions d'accueil des familles. Enfin, la SAEMPF s'est vue confier, en juin 2005, par le Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne (SIFUREP) la construction et l'exploitation d'un crématorium à Champigny-sur-Marne.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES

13 M€

TOTAL DU BILAN

12,8 M€

NOMBRE D'AGENCES

14

EFFECTIF

119 salariés

DEUX CREMATORIUMS EN CONCESSION Père Lachaise et Champigny-sur-Marne

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La SAEMPF a réalisé 4 028 convois (soit près de 24 % des convois à Paris) en 2010, dont 3 358 par son réseau d'agences (19,9 % en part de marché). Le crématorium du Père Lachaise a réalisé 5 361 crémations et celui de Champigny, 1 282 crémations. La SAEMPF a également conclu 473 contrats de prévoyance obsèques, et s'inscrit ici dans les niveaux d'avant crise. Après avoir engagé en 2009 la rénovation de l'ensemble de son réseau d'agences selon une nouvelle charte de décoration, la société a inauguré en avril 2010 l'agence de Plaisance, dans le 14^e arrondissement. L'année a également été marquée par le renouvellement, après négociations, de la délégation de service public du service extérieur des pompes funèbres, conclue pour une durée de 8 ans.



Coupole du crématorium du Père Lachaise

Adresse :
3 rue des Arquebusiers
75003 Paris
Tél. : 01 44 61 99 65

Courriel :
contact@parisiennedephotographie.fr

Site institutionnel :
www.parisiennedephotographie.fr

Site grand public
(Paris en Images) :
www.parisenimages.fr

Site commercial
(agence Roger-Viollet) :
www.roger-viollet.fr

Date de création :
8 juillet 2005

Capital : 2 200 000 €

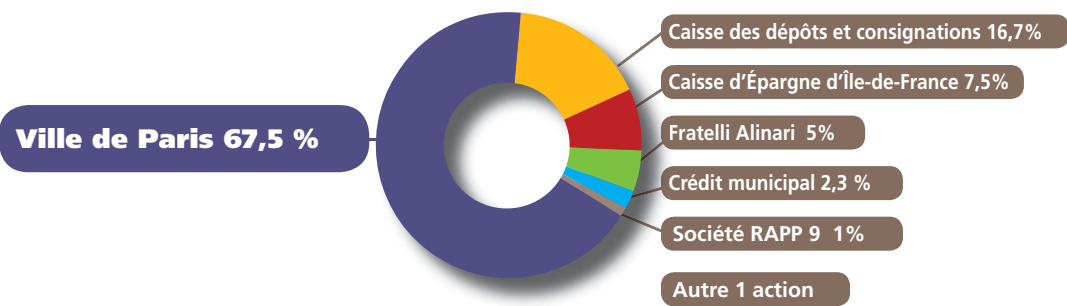
Présidente :
Lyne Cohen-solal

Directrice générale :
Nathalie Doury

Statut :
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :
Préservation, conservation, ges-
tion et valorisation de fonds pho-
tographiques, iconographiques
et de tout procédé d'enregistre-
ment et de projection de vues
photographiques ou iconogra-
phiques, fixes ou non, consis-
tant notamment en leur diffusion,
leur commercialisation et leur
exploitation.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	81	84	Ressources propres et quasi-fonds propres	1 412	1 706
Immobilisations corporelles	168	203	Ressources d'emprunts	0	0
Immobilisations financières	199	294	Total des capitaux permanents	1 412	1 706
Total actif immobilisé net	448	581	Dettes d'exploitation et divers	709	786
Stocks nets	0	0	Dettes financières à court terme	0	0
Actifs d'exploitation et actifs divers	964	1 039	Total des dettes d'exploitation et à court terme	708	786
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	708	873	Total passif	2 120	2 493
Total actif circulant net	1 672	1 912			
Total actif	2 120	2 493			

➤ La valeur nette du bilan de la SEM diminue de 15 % pour s'établir à 2,1 M€, en raison des pertes enregistrées par la société. A l'actif, cette réduction du bilan se ventile entre l'actif immobilisé, qui diminue de 130 K€ en raison de la dépréciation des titres de participation de l'Agence Roger-Viollet, et la trésorerie, en recul de 164 K€.

Malgré ces évolutions, le fonds de roulement reste positif (944 K€) et permet de financer un besoin en fonds de roulement en dégageant une trésorerie confortable de 708 K€, correspondant à 5 mois de chiffre d'affaires.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	1 888	1 789	Charges d'exploitation	2 022	1 930
Produits financiers	3	232	Charges financières	95	485
Produits exceptionnels	0	0	Charges exceptionnelles	0	0
			Participation des salariés	-	-
			Impôt sur les bénéfices	-	-
Total produits	1 891	2 021	Total charges	2 117	2 415
			Résultat de l'exercice	- 226	- 394

➤ Après avoir connu une dégradation en 2009, le chiffre d'affaires de la SEM augmente pour s'établir à 1,76 M€, en raison de la reprise des ventes au secteur culturel (+35 % par rapport à 2009). La reprise de l'activité se répercute en partie sur le résultat d'exploitation de la SEM, qui s'améliore légèrement (+7,5 K€).

Le résultat financier de la SEM, qui intègre les pertes enregistrées par l'Agence, s'améliore nettement en raison des meilleurs résultats de la filiale sur l'exercice. Dès lors, le résultat net progresse également, bien que restant déficitaire (-226 K€).

Activité

La SAEML Parisienne de Photographie a pour objet la conservation, gestion et valorisation de fonds photographiques et iconographiques issu du fonds Roger-Viollet, légué à la Ville de Paris en 1985, et des collections de quinze institutions culturelles municipales (dont le musée Carnavalet, la Bibliothèque historique de la Ville de Paris ou le musée d'Art moderne). Elle assure également la diffusion, la commercialisation et l'exploitation de ces fonds à travers la numérisation des œuvres.

La Parisienne de Photographie est par ailleurs actionnaire unique de l'Agence photographique Roger-Viollet, agence de presse qui commercialise auprès des professionnels les documents photographiques et iconographiques issus du fonds Roger-Viollet et des autres collections iconographiques municipales.

2010	CHIFFRE D'AFFAIRES 1,8 M€	TOTAL DU BILAN 2,1 M€	EFFECTIF 26 salariés	NUMÉRISATION DES FONDS 69411
-------------	-------------------------------------	---------------------------------	--------------------------------	--

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

- En 2010, la Parisienne de Photographie aura vu :
- la réalisation de près de 70 000 numérisations et prises de vue, dont un tiers sur des œuvres provenant des collections des musées et bibliothèques patrimoniales de la Ville de Paris et la moitié sur les collections Roger-Viollet, également propriété de la Ville ;
 - la poursuite de ses actions de conservation des collections Roger-Viollet, définies conjointement avec l'Atelier de restauration et de conservation des photographies de la Ville de Paris (ARCP) dans le cadre du plan " nitrates ". Le travail des équipes a porté en particulier sur le tri des collections et la séparation des supports verre et souples (parmi lesquels les négatifs en nitrate de cellulose) en vue du déménagement attendu à l'automne 2011 ;
 - la mise en valeur patrimoniale des collections : environ 70 tirages d'époque prêtés pour l'exposition « Portraits d'écrivains » à la Maison de Victor Hugo, qui a attiré quelque 17 000 visiteurs, et 40 autres œuvres des collections du musée Carnavalet pour les expositions « Prisons parisiennes, l'impossible photographie » et « Voyages en capitale : Louis Vuitton et Paris » ;
 - une forte progression (+35%) de la fréquentation de « Paris en Images », site grand public de découverte et de valorisation du patrimoine photographique et iconographique parisien. Le site s'est enrichi de cinq fonds majeurs du patrimoine photographique de la Ville de Paris, présentant des images de la capitale vue par Charles Marville, Eugène Atget, François Kollar, René Jacques et Roger Henrard, soit près de 5 000 nouvelles images issues des collections du musée Carnavalet, de la BHVP, de la bibliothèque de l'Hôtel de Ville et de la bibliothèque Forney.



Robe de cocktail Carven photographiée en 2010 au palais Galliera, musée de la Mode de la Ville de Paris.

Adresse :
1 quai de Grenelle
75015 Paris
Tél. : 01 44 11 23 46
Fax : 01 44 11 23 90

Site institutionnel :
www.tour-eiffel.fr

Date de création :
7 avril 2005

Capital : 1 000 000 €

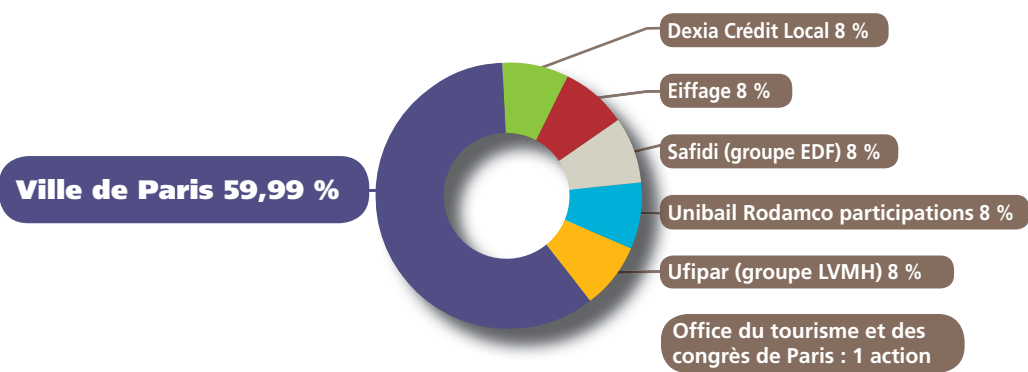
Président :
Jean-Bernard Bros

Directeur général :
Nicolas Lefebvre

Statut :
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :
Exploitation de la tour Eiffel et
opérations de toute nature qui s'y
rattachent

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	205	24	Ressources propres et quasi-fonds propres	81 605	66 954
Immobilisations corporelles	60 802	49 413	Ressources d'emprunts	0	59
Immobilisations financières	124	125	Total des capitaux permanents	81 605	67 013
Total actif immobilisé net	61 131	49 562	Dettes d'exploitation et divers	17 849	16 508
Stocks nets	-	-	Dettes financières à court terme	117	119
Actifs d'exploitation et actifs divers	4 107	7 787	Total des dettes d'exploitation et à court terme	17 966	16 627
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	34 333	26 291	Total passif	99 571	83 640
Total actif circulant net	38 440	34 077			
Total actif	99 571	83 640			

➤ La valeur du bilan en 2010 progresse de près de 20 % pour s'établir à 99,6 M€, notamment grâce aux investissements réalisés sur l'exercice dans le cadre du programme contractuel (19 M€). La structure financière de la société reste saine. Les ressources stables sont composées essentiellement des fonds propres de la société, ainsi que des provisions pour renouvellement et des amortissements de caducité constitués au titre du programme d'investissement (soit un total de 81,6 M€, en progression de 22 % par rapport à 2009). L'endettement reste nul à fin 2010. Le niveau de trésorerie en fin d'exercice reste confortable, à plus de 34 M€.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	68 005	65 712	Charges d'exploitation	63 693	62 399
Produits financiers	410	777	Charges financières	4	8
Produits exceptionnels	197	136	Charges exceptionnelles	45	191
			Participation des salariés	501	423
			Impôt sur les bénéfices	1 630	1 273
Total produits	68 612	66 625	Total charges	65 873	64 294
			Résultat de l'exercice	2 740	2 331

➤ La SETE affiche un chiffre d'affaires en progression par rapport à 2009 (+4,7 %, à 66,5 M€) du fait de la reprise des ventes de billetterie (+5,1 %) et du chiffre d'affaires des sous-concessionnaires (Jules Verne et restaurants du 1^{er} étage, ainsi que les boutiques). Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 4,3 M€. Après prise en compte du résultat financier en baisse et d'un résultat exceptionnel redevenu excédentaire, la SETE affiche en 2010 un résultat net de 2,7 M€, en progression de 409 K€.

Activité

La SETE a été désignée par la Ville de Paris comme délégataire chargé de l'exploitation de la tour Eiffel. À ce titre, elle assure l'entretien, l'organisation des visites et l'animation du monument ainsi que le suivi des activités complémentaires (boutiques, restauration et autres services) confiées à des sous-concessionnaires. La société est également chargée de valoriser l'image de la Tour en organisant notamment des manifestations et animations sur et autour du monument. La SETE a par ailleurs engagé un programme contractuel d'investissement de près de 170 M€ sur 10 ans pour le maintien à un haut niveau de l'état et de la sécurité du monument et de ses installations, d'amélioration des conditions d'accueil des visiteurs et des services qui leur sont proposés ainsi que de modernisation des espaces de la Tour.

2010	CHIFFRE D'AFFAIRES	TOTAL DU BILAN	EFFECTIF MOYEN	NOMBRE DE VISITEURS
	66,5 M€	99,6 M€	300 salariés	6,7 millions

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Après un recul du nombre de visiteurs en 2009, l'année 2010 est caractérisée par une augmentation de la fréquentation (6,7 millions de visiteurs, soit +1,6 %). La visite de la tour Eiffel recueille une note de satisfaction globale de 8,6/10 en 2010, comme en 2009.

Les différents points de restauration (à l'exception des buffets) ont connu une hausse de leur chiffre d'affaires (soit un total de 33,3 M€) sous l'effet notamment de la très forte progression du restaurant du 1^{er} étage.

La SETE a poursuivi les travaux d'entretien et de modernisation du monument, conformément au programme contractuel d'investissement défini avec la Ville de Paris : fin de la 19^e campagne de peinture, poursuite des travaux de rénovation de l'ascenseur hydraulique du pilier ouest, rénovation du système de sécurité incendie, pose des rails porteurs de courant pour les ascenseurs Duolifts, etc.

L'année 2010 a également été marquée par l'attribution du marché de conception-réalisation pour le réaménagement du 1^{er} étage au groupement architecte/entrepreneur Moatti et Rivière/BATEG, après plusieurs mois de dialogue compétitif.

De nombreuses manifestations ont été organisées en 2010 : exposition sur le viaduc de Garabit, autre œuvre de Gustave Eiffel, saut-record du triple champion du monde de roller, depuis une plateforme située au niveau du 1^{er} étage, installation d'un jardin éphémère au 1^{er} étage, dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité, puis d'une patinoire et d'un bar en givre en décembre, qui ont attiré plus de 50 000 patineurs sur la période. Après le succès du magazine *Tour Eiffel*, spécialement édité pour les 120 ans du monument, un second numéro, bilingue, a été édité à 10 000 exemplaires.



19^e campagne de peinture de la tour Eiffel.

Adresse :
8 boulevard de Bercy
75012 Paris
Tél. : 01 40 02 60 60

Site :
www.bercy.fr

Date de création :
11 février 1983

Capital : 953 125 €

Président du conseil de surveillance :
Pascal Cherki

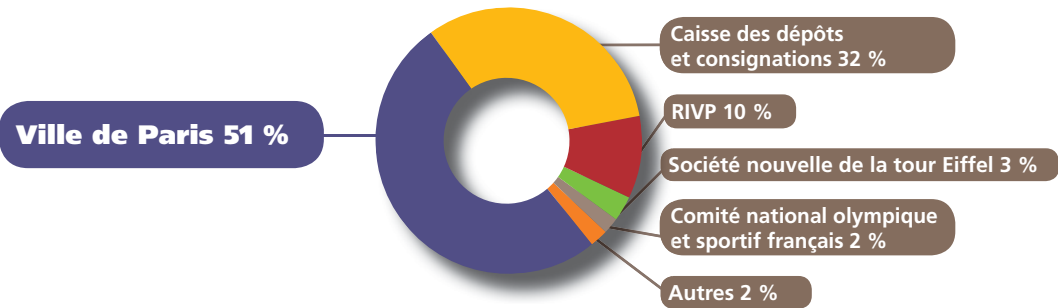
Vice-président :
Jacques Bravo

Membres du directoire :
Président : André Larquié
Directeur général : Philippe Ventadour

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale, à Directoire et Conseil de surveillance

Objet social :
L'exploitation du service public du Palais omnisports de Paris-Bercy.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

l'exercice comptable de la SAEPOPB est décalé par rapport à l'année civile (du 01/09/ n-1 au 31/08/ n).

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	47	115	Ressources propres	12 393	11 137
Immobilisations corporelles	4 795	3 949	Provisions pour risques et charges	1 548	1 065
Immobilisations financières	15	16	Total des capitaux permanents	13 941	12 202
Total actif immobilisé net	4 857	4 079	Dettes d'exploitation et divers	10 834	9 625
Stocks nets	55	42	Dettes financières à court terme	503	530
Actifs d'exploitation et actifs divers	2 861	2 412	Total des dettes d'exploitation et à court terme	11 337	10 154
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	17 505	15 823	Total passif	25 278	22 356
Total actif circulant net	20 421	18 277			
Total actif	25 278	22 356			

La structure bilancielle de la SEM est saine avec des ressources stables en progression de 14 %, des dettes financières nulles - à moyen comme à long terme - et une trésorerie nette portée à 17 M€, soit 10 mois de chiffre d'affaires

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	22 260	19 812	Charges d'exploitation	20 346	18 110
Produits financiers	93	327	Charges financières	0	1
Produits exceptionnels	7	234	Charges exceptionnelles	778	5
			Intéressement des salariés	196	180
			Participation des salariés	67	163
			Impôt sur les bénéfices	389	621
Total produits	22 360	20 373	Total charges	21 776	19 080
			Résultat de l'exercice	584	1 292

Les produits d'exploitation connaissent une augmentation très sensible de 12 % par rapport à la saison précédente (22,3 M€ contre 19,8 M€). Les charges d'exploitation augmentent au même rythme que les produits d'exploitation (20,3 M€ contre 18,1 M€), en raison de la progression des dépenses, liées à l'accroissement du nombre de manifestations organisées en 2010 (+16). Le résultat net ressort bénéficiaire de +584 K€ (mais en retrait de -708 K€ par rapport à l'exercice précédent). Cette baisse du résultat net est due principalement à la constitution d'une provision pour risques et charges (500 K€) et des dépenses exceptionnelles engagées par la SEM dans le cadre de la préparation de sa candidature à la future DSP (225 K€).

Activité

La SAEPOPB a pour objet l'exploitation et la gestion du Palais omnisports de Paris-Bercy, équipement d'une capacité d'accueil de 18 600 personnes, dans le cadre d'une délégation de service public signée en 2004 avec la Ville de Paris. Le Palais omnisports accueille chaque année des compétitions sportives nationales et internationales (athlétisme, basket-ball, hockey sur glace), des manifestations de sport spectacle (karting ou super cross moto), ainsi que des représentations musicales variées (pop rock, variété, musique symphonique ou lyrique). La SEM développe également des opérations de valorisation économique de l'équipement telles que la location à la saison de 18 loges disposant d'un salon de réception ou la commercialisation de prestations aux entreprises (hospitalities).

1983 La SEM nouvellement créée se voit confier la concession du nouveau Palais Omnisports de Paris-Bercy® pour dix ans. Exception faite du premier exercice, la SEM a toujours été bénéficiaire, grâce à une politique de spectacles innovants mettant en valeur le site.

1994 Attribution, suivant les procédures prévues par la loi Sapin, d'une seconde concession d'une durée initiale de 15 ans, qui sera réduite à 10 ans le 1^{er} septembre 1999. La SEM crée une filiale billetterie (RESERV SA) et établit une convention précisant ses rapports avec TV Bercy (SNC dont le POPB détient 25 % des parts).

2002-2003 Un avenant n°2 à la convention a été signé en juillet 2002 pour l'ouverture au public de la patinoire Sonia Henie.

2004-2005 Signature de la convention de DSP du POPB après appel d'offres et mise en concurrence, pour une durée de 6 ans.

2005-2006 Cession des parts détenues par la SAEPOPB dans le capital de la société RESERV SA. La SAEPOPB devient actionnaire à 100 % de TV BERCY, suite à la sortie des deux autres actionnaires.

2006-2007 Modification du capital de la SEM : la Caisse des dépôts et consignations devient actionnaire de la SEM, à hauteur de 32 %, en remplacement de la société SNPS.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
20,9 M€

TOTAL DU BILAN
25,3 M€

EFFECTIF
83 salariés

NOMBRE DE MANIFESTATIONS
121

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Au cours de l'exercice, la SAEPOPB a organisé 121 manifestations, dont 54 réunions sportives (pour un objectif contractuel fixé à 48 séances), 53 spectacles culturels, pour un total de 1 249 000 spectateurs.

On peut noter parmi les réunions sportives de prestige : les BNP Paribas Tennis Masters, le 6^e Trophée Éric Bompard, le Championnat de France d'athlétisme en salle, le 27^e Super cross moto de Bercy (3 réunions), le 23^e Tournoi de handball Paris/Île-de-France, les phases finales de la Coupe de France de basket-ball ou de hockey sur glace ou encore les Internationaux de gymnastique.

Au cours de l'exercice, Paris-Bercy a également accueilli des manifestations culturelles et artistiques très suivies dont Mika, Lady Gaga, Depeche Mode, Bénabar ou encore les Black Eyed Peas.

En 2009-2010, avec 202 séances d'ouverture au public, la fréquentation totale de la patinoire Sonia Henie s'établit à 42 997 entrées, soit un chiffre quasiment stable par rapport à 2009. Le taux de remplissage moyen est de 47,3 % contre 45,9 % la saison précédente.

Par avenant en date de juillet 2009, la durée de la convention de la DSP pour la gestion du POPB avait été prolongée d'un an pour motif d'intérêt général. L'exercice 2009-2010 aura donc été le dernier exercice de la SAEPOPB avant le début des négociations concernant la nouvelle délégation de service public du POPB.



Championnat d'Europe d'athlétisme - mars 2011.

Siège social :
Place de la Logistique
94514 Rungis Cedex
Tél. : 01 45 12 72 00

Adresse postale :
Sogaris 106
94154 Rungis Cedex

Site :
www.sogaris.fr

Date de création :
1960, sous forme de SA ;
transformation en SEM en 1975

Capital : 7 233 838 €

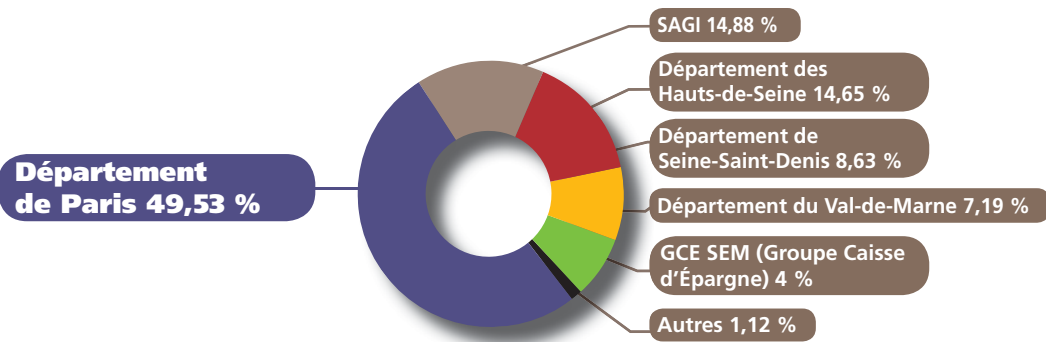
**Présidente du conseil
de surveillance :**
Mireille Flam

Membres du directoire :
Président : Jean-Louis Foessel,
Secrétaire générale :
Marie Hélène Verdier

Statut :
Société anonyme d'économie
mixte locale à directoire et
conseil de surveillance

Objet social :
- L'aménagement, la construction,
l'exploitation et la gestion de gares
routières de marchandises, de
centres ou plates-formes logistiques
de fret, de plates-formes inter, pluri
ou multimodales, de plates-formes
ou parcs d'activités logistiques, de
centres de stockage et de distribu-
tion de marchandises. Toute mission
d'intérêt général liée directement
ou indirectement aux activités de la
logistique et du transport.
- Les opérations de transport, d'en-
treposage, de commission de trans-
port et de commission en douane.

Composition du capital



Bilan consolidé simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009
Immobilisations incorporelles	5 280	5 467
Immobilisations corporelles	130 266	137 885
Immobilisations financières	2 207	2 412
Total actif immobilisé net	137 753	145 764
Stocks nets	4 144	4 146
Créances clients et comptes rattachés	6 233	7 476
Autres créances et comptes de régularisation	4 939	8 865
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	27 736	21 234
Total actif circulant net	43 053	41 721
Total actif	180 806	187 485

PASSIF	2010	2009
Ressources propres et quasi-fonds propres	90 962	89 304
Ressources d'emprunts	70 545	79 301
Total des capitaux permanents	161 507	168 605
Dettes d'exploitation et divers	4 498	5 431
Dettes financières à court terme	7 983	7 392
Autres dettes et comptes de régularisation	6 818	6 057
Total des dettes d'exploitation et à court terme	19 299	18 880
Total passif	180 806	187 485

Le bilan consolidé s'établit à 180,8 M€ contre 187,5 M€ en 2009. À l'actif, cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des immobilisations nettes du fait de la dotation annuelle des amortissements. Au passif, la diminution résulte des remboursements effectués sur les emprunts. La trésorerie est en amélioration en raison d'un raccourcissement du délai de recouvrement clients et d'une meilleure maîtrise du système comptable déployé en 2009.

Compte de résultat consolidé simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009
Produits d'exploitation	41 317	43 077
Produits financiers	372	575
Produits exceptionnels	195	9
Reprise écart d'acquisition passif	21	21

CHARGES	2010	2009
Charges d'exploitation	34 659	33 555
Charges financières	1 937	1 966
Charges exceptionnelles	32	7
Participation des salariés	102	202
Impôt sur les bénéfices	1 485	2 256
Part des minoritaires	767	1 282
Résultat groupe	2 923	4 414

Le chiffre d'affaires consolidé 2010 s'établit à 41,1 M€ et représente 99,5 % des produits d'exploitation. Il montre une baisse de 4 % due au ralentissement de l'activité économique et aux efforts commerciaux consentis pour soutenir l'activité. L'accroissement de 3 % des charges d'exploitation qui ressortent à 34,6 M€ s'explique essentiellement par l'augmentation de la dotation aux amortissements imputable aux investissements réalisés en 2009. Après prise en compte du résultat financier, du résultat exceptionnel, de la participation et de l'impôt, le résultat net du groupe est de 2,9 M€.

Activité

La SOGARIS est spécialisée dans la conception, l'aménagement, la commercialisation, la gestion et la maintenance en immobilier logistique. Elle a développé des plates-formes logistiques de fret multimodales à Bayonne, Roissy-Charles de Gaulle (air-route), Rouen-vallée de Seine (mer-route), Lyon (rail-route). Elle initie de nouvelles opérations visant à l'amélioration de la distribution urbaine des marchandises à Paris et à Marseille. Elle assure la direction d'un pôle de recherche et développement dont les activités sont en particulier orientées sur la recherche d'opérations nouvelles en Europe (Bruxelles et Luxembourg), et à Paris et les départements de la petite couronne.

La plate-forme
logistique urbaine de
Marseille-Arenc.



1960 Création sous forme de société anonyme à capitaux entièrement privés. Convention de concession relative à l'aménagement et à l'exploitation d'une gare routière de marchandises entre le Département de la Seine et SOGARIS pour la mise à disposition de 53 hectares de terrains.
1967 à 1994 SOGARIS a construit sur les terrains concédés 15 bâtiments d'entrepôts, de quais de dégroupage, de bureaux.
9/09/1970 Création du Syndicat interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS.
8/07/1975 Transformation en SEM de la SOGARIS pour permettre une recapitalisation réservée exclusivement au Syndicat interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS.
1986 Nouvelle augmentation de capital souscrite à 86 % par le Syndicat interdépartemental et à 14 % par les actionnaires privés. Rétrocession des actions souscrites par le Syndicat interdépartemental lors des augmentations de capital de 1975 et 1986 aux quatre départements actionnaires (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).

1990 Prorogation de la durée du Syndicat interdépartemental jusqu'au terme de la concession Sogaris (31/10/2020).
6/02/1995 Adoption de la forme à directoire et conseil de surveillance.
1996 Création de la filiale EURL SOGARIS - Développement.
2005 Création de la « SCI Paris-Sud ».
2008 Augmentation de capital des sociétés SCI Carredis (Marseille) et SOGARIS Développement.
2009 Création de la société S.O.L.E.I.L. (Sogaris Logistics Estates International Luxembourg), en partenariat avec le Grand-Duché du Luxembourg.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
41,1 M€

TOTAL DU BILAN
180,8 M€

PATRIMOINE IMMOBILIER
51 bâtiments

EFFECTIF
69 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Dans un contexte de marché difficile, le Groupe a limité la baisse de son chiffre d'affaires et a su garder la confiance de ses principaux clients. Le Groupe a réalisé des travaux de rénovation des bureaux pour 1,4 M€ et des investissements structurants pour 0,9 M€. Sur le plan commercial, la Direction commerciale et gestion du patrimoine a défini un nouvel indicateur, le taux de précarité pour mieux anticiper les efforts de commercialisation qui devront être déployés à court terme. En août, SOGARIS Développement a cédé sa participation dans la société BILC et a pu récupérer la totalité d'une avance de trésorerie consentie pour un montant de 1 550 000 €. La plateforme logistique de Marseille a été inaugurée en octobre. Enfin, le concept d'hôtel logistique élaboré par Sogaris a été présenté à la Ville de Paris et à la Région Île-de-France. Il devrait se concrétiser sur un projet en 2011 dans le 18^e arrondissement.

Adresse :
185, rue de Bercy
75012 PARIS
Tél. : 01 44 68 68 68

Site :
www.cpcu.fr

Date de création :
1928

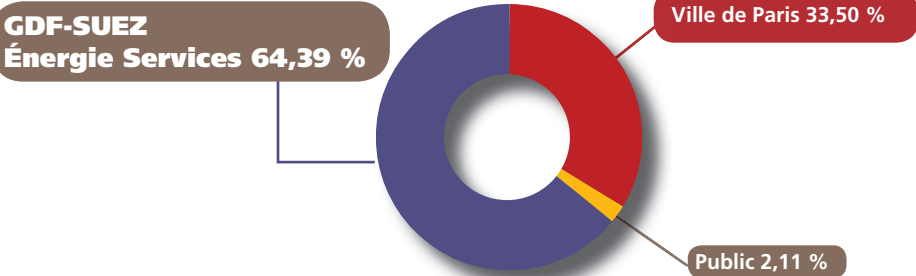
Capital : 27 605 120 €

Président directeur général :
Thierry Franck de Preaumont

Statut :
Société anonyme d'économie mixte locale, cotée en bourse

Objet social :
Production, transport, distribution et vente de chaleur et de froid à Paris et en Île-de-France ; construction, entretien et exploitation d'installations de production et de réseaux de distribution de chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude, ainsi que de froid dans ce même périmètre géographique.

Composition du capital



Périmètre des sociétés consolidées : Choisy Vitry Énergie 100 %, Cogé Vitry 50 %, Climespace 22 %, Tiru 19 %, Choisy Vitry Distribution 45 % et Transports Réunis services 26 %.

Bilan simplifié comptes consolidés (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	255 936	201 475	Ressources propres et quasi-fonds propres	210 563	184 221
Immobilisations corporelles	323 594	332 190	Ressources d'emprunts	88 746	56 754
Immobilisations financières	30 648	25 548	Total des capitaux permanents	299 309	240 975
Total actif immobilisé net	610 178	559 213	Dettes d'exploitation et divers	194 250	192 466
Stocks nets	18 635	24 188	Dettes financières à court terme	103 470	88 059
Actifs d'exploitation et actifs divers	173 883	123 068	Total des dettes d'exploitation et à court terme	297 720	280 525
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	0	8 829	Total passif	802 696	715 298
Total actif circulant net	192 518	156 085			
Total actif	802 696	715 298			

➤ L'actif est caractérisé par une forte hausse des immobilisations incorporelles (+55 M€) liée aux investissements réalisés en 2010 par la CPCU. Les investissements portent principalement sur les travaux de canalisation structurante « T3 » et les développements en boucles d'eau chaude associés. La hausse du ratio d'endettement qui passe de 0,69 à 0,89 traduit naturellement la phase d'investissements dans laquelle la CPCU était engagée en 2010.

Compte de résultat simplifié comptes consolidés (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	480 908	459 189	Charges d'exploitation	432 191	417 975
			Résultat d'exploitation	48 717	41 214
Quote-part sur opérations en commun	3 125	1 837	Charges financières	6 726	7 769
Produits financiers	0	328	Charges exceptionnelles	700	87
Produits exceptionnels	0	40	Impôt sur les bénéfices	14 031	11 438
			Intérêts minoritaires	158	-77
			Résultat net part du groupe	30 227	24 202

➤ Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 5 % de 459 M€ à 481 M€ en raison de la rigueur climatique exceptionnelle. La marge sur énergie progresse et le résultat d'exploitation s'établit à 48,7 M€ en 2010. Le résultat des filiales génère un produit de 3,1 M€ contre 1,8 M€ l'an passé. Après prise en compte des charges financières, maîtrisées et de l'impôt sur les sociétés, le résultat consolidé atteint 30,2 M€, en hausse de 25 % par rapport à 2009.

Activité

La CPCU assure la production, le transport et la distribution de chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude à Paris et en Île-de-France, ainsi que de froid dans ce même périmètre géographique. Son réseau de distribution représente plus de 450 kilomètres, relié à 6 centrales de production. Elle utilise la quasi-totalité de la valorisation thermique des déchets urbains produite par les 3 usines du SYCTOM, qui représente jusqu'à 45 % de l'énergie distribuée par la CPCU sous forme de vapeur.

1927-1928 Attribution par le préfet de la Seine d'une concession pour la distribution de chaleur dans Paris, à l'aide de vapeur ou d'eau chaude, au moyen de canalisations sous voie publique (depuis cette concession a été prolongée jusqu'en 2024). Constitution de la CPCU.
1949 La CPCU devient une société d'économie mixte.
1991 Elyo (groupe Suez) devient actionnaire majoritaire de la CPCU.
2002 Inauguration de deux centrales de cogénération (électricité vapeur) les plus puissantes en Europe sur un réseau de chaleur.
2004 Signature d'un contrat à long terme, jusqu'en 2017, avec le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (Syctom) pour l'achat de la vapeur produite par ses usines d'incinération.
2005 Mise en application du système d'échange de quotas d'émission de CO₂.
2007 L'arrêté ministériel du 18 décembre 2007 relatif au diagnostic de performance énergétique (DPE) des bâtiments a fixé le contenu en CO₂ de la chaleur CPCU à 195 g/kWh, niveau plus performant que la moyenne des réseaux de chaleur qui s'élève à 206 g/kWh.
2008 Réalisation d'un puits géothermique à Paris nord-est (Porte d'Aubervilliers) afin d'alimenter une boucle d'eau chaude pour la ZAC Claude Bernard (19^e arrondissement).
2009 Prolongation de la concession de 7 années afin de financer la construction d'une canalisation structurante de 9 km le long du tramway T3 permettant la libération du terrain occupé par la chaufferie de la Villette.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES

481 M€

TOTAL DU BILAN

803 M€

CLIENTS

5 382

EFFECTIF

545 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La législation relative au certificat d'économie d'énergies à réaliser représente sur la période 2011-2013 une augmentation de l'ordre de 230 % des économies qui étaient à réaliser sur la période 2006-2009.

Un arrêté ministériel du 23 juillet 2010 relatif aux installations de chauffage d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW crée la double obligation pour CPCU de rénover ses centrales au fuel et de solliciter de nouvelles autorisations d'exploiter avant 2015. La CPCU étudie des solutions pour diminuer les émissions atmosphériques industrielles ainsi que le préconisent le Parlement européen et le Conseil européen. Les travaux de construction de la canalisation structurante destinée au transport de vapeur sont en phase finale. La canalisation passe sous le tramway T3 et permet le bouclage du réseau sur l'est parisien. L'inauguration du nouvel outil de « dispatching » sert à conduire et à superviser les réseaux. Il permet notamment l'historisation de tous les événements et offre la possibilité de géolocaliser en instantané un ouvrage réseau concerné par un incident.



Site de production de Vitry-sur-Seine.

Adresse :
1 rue de la Tour
BP 40316
94152 Rungis Cedex
Tél. : 01 41 80 80 00

Site :
www.rungisinternational.com

Date de création :
1965

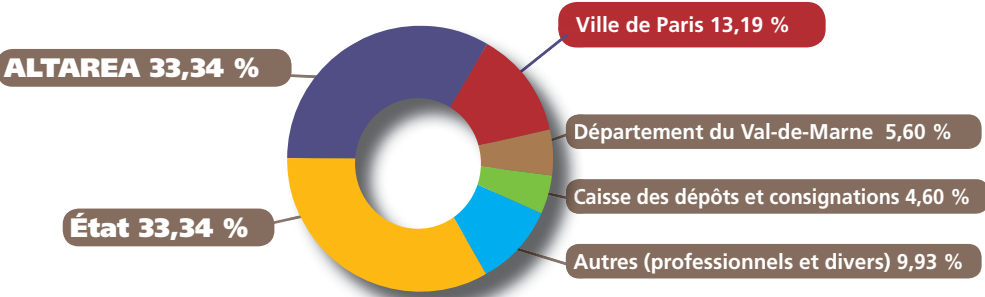
Capital : 14 696 158 €

Président directeur
général :
Marc Spielrein

Statut :
Société anonyme d'économie
mixte d'État

Objet social :
Aménagement et gestion du
Marché d'intérêt national de la
Région parisienne (créé par le
décret du 13 juillet 1962)

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2010	2009	PASSIF	2010	2009
Immobilisations incorporelles	210	233	Ressources propres et quasi-fonds propres	376 512	357 853
Immobilisations corporelles	385 532	360 581	Ressources d'emprunts	40 420	32 005
Immobilisations financières	13 041	13 311	Total des capitaux permanents	416 932	389 858
Total actif immobilisé net	398 784	374 125	Dettes d'exploitation et divers	57 678	45 763
Stocks nets	0	0	Dettes financières à court terme	7 118	5 331
Actifs d'exploitation et actifs divers	32 253	22 838	Total des dettes d'exploitation et à court terme	64 796	51 094
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	50 692	43 990	Total passif	481 728	440 952
Total actif circulant net	82 945	66 827			
Total actif	481 728	440 952			

La valeur du bilan 2010 est en hausse par rapport à 2009 (+ 9,3 %), du fait d'investissements importants (39,6 M€) réalisés pour la mise aux normes et la rénovation des installations.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2010	2009	CHARGES	2010	2009
Produits d'exploitation	90 298	89 351	Charges d'exploitation	78 930	78 000
Produits financiers	2 677	2 616	Charges financières	964	960
Produits exceptionnels	4 052	5 732	Charges exceptionnelles	2721	4 397
			Impôt sur les bénéfices	4 379	4 805
			Participation des salariés	501	590
			Résultat de l'exercice	9 532	8 946

La société enregistre une hausse de son chiffre d'affaires de + 2,3 % par rapport à 2009 (89,5 M€ contre 87,4 M€). Grâce à la maîtrise des charges d'exploitation, le résultat net atteint à 9,53 M€ en augmentation de +6,5 % par rapport à 2009.

Activité

L'activité de la SEMMARIS s'exerce dans le cadre de la législation des MIN.

Les MIN sont définis comme des marchés de produits agricoles et alimentaires, où s'effectuent des transactions autres que de détail, et qui sont classés MIN en raison de considérations d'intérêt public.

Les principes fondateurs qui ont présidé à la mise en place du MIN de Rungis sont les suivants :

- garantir aux productions agricoles françaises un débouché sur le marché parisien, national, voire européen ;
- assurer l'approvisionnement de la Région parisienne, et d'autres régions, en produits frais tout au long de l'année ;
- assurer la transparence de la formation des prix ;
- contrôler les transactions commerciales, et donc les produits fiscaux attendus par l'État.

HISTORIQUE

1962 Par décret en date du 13 juillet 1962, est créé un Marché d'intérêt national, sur la zone de Rungis.

1965 La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS), société anonyme d'économie mixte d'État au capital d'un million de Francs, est créée par décret du 27 avril 1965 afin d'aménager et gérer le marché.

1967 La convention liant l'État et la SEMMARIS est conclue le 23 février 1967 pour une durée de 30 ans. Par la suite, elle sera prolongée jusqu'en 2034.

1969 Le MIN de Rungis, destiné à remplacer les Halles centrales de Paris et le marché de la Villette, ouvre ses portes.

1981 Le capital social de la SEM s'élève à 28 MF après plusieurs augmentations de capital.

1994 La SEMMARIS absorbe par fusion-absorption, la SAGAMIRIS, SEM chargée de l'aménagement de la zone annexe du MIN (notamment, construction du réseau routier). À cette occasion le capital est porté à un niveau de 32 449 300 F, soit 4 946 864 €.

2007 L'opération d'ouverture du capital de la SEMMARIS, initiée par l'État en 2006, s'est achevée en septembre 2007 avec l'entrée du Groupe ALTAREA au capital de la société, à hauteur de 33,34 %. Cette opération s'est traduite par une augmentation de capital de 1,24 M€, le portant ainsi à 6 187 856 €.

2008 Suite à l'entrée du Groupe ALTAREA au capital de la société en 2007, l'État a acquis, en 2008 des actions de la SEMMARIS auprès de divers actionnaires privés pour porter sa participation au même niveau que celui d'ALTAREA (soit 33,34 %). L'année 2008 aura été également marquée par une augmentation du capital social par incorporation de réserves de la SEM de 8,5 M€ le portant ainsi à 14,7 M€.

2009 Le nouveau terminal ferroviaire est mis en exploitation en réponse aux besoins des opérateurs.

2010

CHIFFRE D'AFFAIRES
89,5 M€

TOTAL DU BILAN
482 M€

CLIENTS
1200 entreprises

EFFECTIF
210 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La hausse du prix de la majorité des productions agricoles a entraîné une augmentation du chiffre d'affaires des opérateurs. Aussi, malgré la baisse des ventes en fin d'année causée notamment par les conditions climatiques, le taux d'occupation du domaine immobilier s'est globalement maintenu sur l'année à 93,7 % contre 95,3 % en 2009.

À noter que le régime des périmètres de référence correspond à une organisation des conditions d'implantation d'opérateurs de commerce de gros alimentaire sur une zone géographique concentrique autour de Paris. Ce régime a fait l'objet d'une importante modification législative en juillet 2010.

L'ancien régime de dérogations est remplacé par un régime d'autorisations préalables à l'implantation de commerces de gros comportant plus de 1000 m² de surface de vente de produits protégés.

Le programme d'investissements a été activement poursuivi avec notamment le chantier du nouveau pavillon de la volaille et un entrepôt sur la zone Delta.

La SEMMARIS a poursuivi ses missions de consultant en Chine et en Inde, mais aussi en Ukraine et en Belgique.



Le terminal ferroviaire entièrement rénové en 2010 permettra de doubler la capacité d'arrivage par le fer à 400 000 tonnes de fruits et légumes.

CHIFFRES SIGNIFICATIFS EN 2010

Le chiffre d'affaires cumulé des SEM parisiennes en 2010 s'est élevé à **1703,8** millions d'euros. Il représente l'équivalent de **25,9 %** du budget primitif de fonctionnement consolidé de la Ville et du Département de Paris (**6 582** millions d'euros).

Tableau récapitulatif

SEM		Chiffre d'affaires 2010 (en millions d'euros)	Participation de la Ville de Paris (en % du capital social)	Capital social (en euros)	Effectifs au 31/12/2010
IMMOBILIÈRES	SGIM	103,6	75,59	864 042	253
	RIVP	485,0	79,74	33 784 400	1 122
	SIEMP	98,0	54,16	1 350 000	243
	SEMIDEP	40,0	32,50	1 000 000	106
	SOREQA ⁽¹⁾	0,1	23,00	150 000	15
AMÉNAGEMENT	SEMPARISEINE	13,0	69,84	320 576	68
	SEMAEST	16,3	58,19	2 960 000	47
	SEMAPA	57,0	56,96	762 245	67
	SEMAVIP	114,0	77,47	6 807 753	50
	Paris Batignolles Aménagement ⁽¹⁾	n.d.	60,00	6 000 000	15
SERVICES	SAEMES	40,3	76,56	4 232 298	258
	SAEMPF (SFVP)	13,0	74,00	2 743 200	119
	SAEML Parisienne de Photographie	1,8	67,54	2 200 000	26
	SETE	66,5	59,99	1 000 000	300
	SAEPOPB	20,9	51,00	953 125	83
	SOGARIS (dép. Paris) ⁽²⁾	41,1	49,53	7 233 838	69
	CPCU ⁽²⁾	481,0	33,50	27 605 120	545
	SEMMARIS*	89,5	13,19	14 696 158	210
Total		1 703,8		114 662 753	3 594

⁽¹⁾ La SOREQA et Paris Batignolles Aménagement sont des Sociétés publiques locales d'aménagement

⁽²⁾ Le chiffre d'affaires indiqué pour la SOGARIS et pour la CPCU correspond à celui du Groupe.

Le CA des SEM d'aménagement intègre les produits des opérations d'aménagement.

* La SEMMARIS n'est pas une SEM locale mais une SEM d'État.

Cette brochure a été réalisée par la Direction de l'Information et de la Communication en collaboration avec le bureau des SEM

Responsable d'édition : Anaïs Lançon

Chargée de production : Christine Zouaoui

Conception et réalisation graphique :

Catherine Huzar - cathh75@yahoo.fr

Impression : Imprimerie Moderne de l'Est

© Crédit photos :

BENAROCH • SIPA

SGIM • Hervé Abbadie

RIVP • Fabrice Malzieu

SIEMP • J.C. Pattacini

SEMIDEP • Caroline Rose

SOREQA

SEMPARISEINE • Franck Badaire

SEMAEST

SEMAPA • Daniel Rousselot

SEMAVIP • Thomas et Porcher photographes

PARIS BATIGNOLLES

AMÉNAGEMENT • 3D Pixium

SAEMES • A G concept

SAEMPF • Grégory Mathieu

SAEML Parisienne de photographie •

Stephane Piera pour Galiera et Roger-Viollet

SETE • Maude Chazeau

SAEPOPB

SOGARIS • Gérard Halary

CPCU

SEMMARIS

